



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 20 septembre 2023

Le vingt septembre deux mille vingt-trois à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le lundi 12 septembre 2023, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, COHEN Rachel, LORES Monique, OMRANE Alain, M. POUDY Franklin-Lambert, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Étaient représentés :

Mme BRULANT Marina	mandat à M. HABI Hacène
M. GARROUT Karim	mandat à M. SAYADI Walid
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. CHIRRANE El Arbi	mandat à M. BOLLE-DALLIAH Kristian (jusqu'à 20h30)
M. BANCE Stéphane	mandat à M. CHALBI Yacin
Mme FADLI Hafida	mandat à Mme FONTAINE Sabrina (à partir de 21h)
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme HACHE Bénédicte
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. COELHO Vasco
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle

Étaient absents : FONDENEIGE Matthias,

Secrétaire de séance : SASU Hancès

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel.....	4
→ Hommage au Maroc et à la Libye	4
→ Points sur l'ordre du jour.....	4
→ Approbation du compte-rendu de la séance du 20 juin 2023	5
RESSOURCES HUMAINES	5
→ 1. Modification du tableau des effectifs du personnel communal	5
DGST	6
→ 2. Approbation de la convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial entre Voies Navigables de France et la Ville de Choisy-le-Roi	6
→ 3. Approbation de l'avenant n°13 à la convention d'exploitation du service urbain « Choisy Bus »	7
HYGIÈNE SANTÉ	10
→ 13. Approbation de la convention de partenariat concernant le fonctionnement du Conseil Local de Santé Mentale de Lucien BONNAFE sur le territoire de la commune de Choisy-le-Roi, Orly et Villeneuve-le-Roi.....	10
URBANISME	11
→ 4. Instauration d'un barème relatif à la mise en œuvre des astreintes administratives prévues à l'article L480-1 du Code de l'Urbanisme en cas d'infraction.....	11
→ 5. Rétrocession foncière entre SOSIACOM Aménagement et la commune de Choisy-le-Roi à l'euro symbolique portant sur des espaces communs sis 111, 119, 121, 123 et 123 Bis Avenue Anatole France et 1 à 3 Rue Rondu	19
→ 6. Approbation du CRACL 2022 et de la ZAC du Port	20
→ 7. Dossier de réalisation modificatif de la ZAC du Port et actualisation du Programme des Équipements Publics (PEP)	21
→ 9. Approbation du CRACL 2022 de la ZAC des Hautes Bornes.....	28
→ 8. Autorisation accordée au Maire de signer l'acte de modification à l'état descriptif de division en volumes de l'ensemble immobilier sis 51 Avenue Victor Hugo et 1 rue Médéric	29
PREVENTION SECURITE	37
→ 10. Mise en place d'une tarification pour le remboursement du coût de transport et de la prise en charge des cas d'ivresse publique et manifeste	37
→ 11. Mise en œuvre du dispositif de rappel à l'ordre	42
ENFANCE.....	50
→ 12. Approbation des conventions relatives à la mise en place d'un nouveau projet éducatif territorial.....	50
SPORT	52

→ 14. Subvention exceptionnelle pour la Fédération française ski nautique pour les championnats d'Europe en septembre 2024	52
DLC.....	53
→ 15. Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux, années 2023 (3e affectation)	53
ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....	55
→ 16. Modalités de mise à disposition de véhicules municipaux	55
→ 17. Rapport annuel du (des) mandataire(s) de SADEV 94	57
→ 18. Modification d'un représentant à la suite de la démission de Madame Martin pour les assemblées générales des copropriétés.....	57
→ 19. Modification de la désignation de représentants de la ville, suite à la démission de Madame Martin, dans les conseils d'écoles maternelles et élémentaires	58
→ 20. Attribution d'un don à la Fondation de France à la suite du séisme au Maroc.....	59
→ 21. Attribution d'un don à la suite des inondations en Libye à La Croix-Rouge.....	59
→ 22. Compte-rendu des décisions L-1211-22 du Code général des collectivités territoriales	60
QUESTIONS DIVERSES	60

La séance est ouverte à 19 h 43 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Bonsoir, chers collègues. Vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal pour ce jour.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je propose Madame Hancès Sasu qui s'est portée candidate auprès de notre DGS.

(Mme Hancès Sasu est désignée à l'unanimité secrétaire de séance).

→ **Appel**

M. le Maire : Je vais donner la parole à Monsieur Baranger pour procéder à l'appel.

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

→ **Hommage au Maroc et à la Libye**

M. le Maire : Bien, merci, Monsieur le Directeur. Avant de procéder à l'examen du Conseil et des délibérations, j'aimerais que nous fassions une minute de silence en hommage aux victimes des deux drames vécus l'un après l'autre, pour la population marocaine et libyenne, deux drames effroyables. Plus tard, nous aurons à voter, bien sûr, des aides envers ces deux peuples. Donc nous nous levons pour une minute de silence.

(L'Assemblée procède à une minute de silence.)

M. le Maire : Merci pour eux.

→ **Points sur l'ordre du jour**

M. le Maire : Vous avez deux délibérations qui ont été rajoutées sur table. Donc deux concernant des aides pour les victimes des inondations en Libye et pour les victimes marocaines.

Vous avez aussi une modification de la répartition de la subvention municipale aux associations locales, cela concerne essentiellement une association.

Vous trouverez aussi pour rappel sur votre table la Charte de l' élu ainsi que le règlement intérieur du Conseil. Nous l'avons votée, bien sûr. Il est bon de se replonger dedans, ce que je vais faire. Il y a des choses importantes sur la tenue du Conseil, notamment, jusqu'à présent, j'ai toujours donné droit à la parole pour des questions qui ne concernaient pas le Conseil lui-même. Maintenant, je vais appliquer le fait que si cette question n'a pas été présentée trois ou quatre jours avant, nous ne débattons que des points qui sont à l'ordre du jour. Je pense que cela peut permettre de gagner du temps, ce qui, bien sûr, ne vous interdit pas de poser la question pour le prochain Conseil, et d'avoir une tenue qui ne soit pas celle du dernier Conseil. Je pense que nous pouvons tous regretter que des esprits se soient échauffés. Donc c'est uniquement un rappel. Notamment, il est mentionné dans le règlement intérieur que si les débats s'éternisent, le président, celui qui préside le Conseil, c'est-à-dire le maire, ma personne, peut mettre fin au débat lorsqu'il n'apporte plus rien, et que les gens ont pu s'exprimer. C'est juste un petit rappel, mais tout le monde aura la parole, comme je l'ai toujours donnée.

Je vous informe aussi que j'ai pris un arrêté pour confier la vie associative à Madame Sabrina Fontaine en lieu et place de Monsieur Fondeneige Matthias qui est actuellement empêché de remplir ses fonctions.

→ **Approbation du compte-rendu de la séance du 20 juin 2023**

M. le Maire : Vous avez aussi reçu le procès-verbal de la séance du 20 juin 2023 avec votre convocation. Nous nous sommes aperçus qu'il y a une erreur dans la retranscription des votes, notamment sur le vœu concernant la piste coronapiste. Il vous est mentionné que Monsieur Omrane et Monsieur El Arbi Chirrane ont voté pour. En fait, nous allons corriger, ils n'ont pas voté pour, ils se sont abstenus.

Et c'est aussi à ce titre que je vous ai parlé du règlement, de s'en tenir au Conseil, et je vous demanderai en service, c'est que, lors du décompte des voix, qu'on lève bien la main et qu'on la laisse levée jusqu'à tant que les services aient le temps de bien compter les voix. Lorsque c'est un peu chahuté, ils ont quand même du mal à s'y retrouver. Ainsi que si vous pouviez, pour certains, certaines, faire cesser les allées et venues. Le Conseil n'est pas une auberge espagnole. Bien sûr, s'il y a une envie pressante, il ne s'agit pas de faire comme Gérard Depardieu dans l'avion, bien qu'il y ait des bouteilles et des verres. Je le comprends tout à fait, mais nous assistons à un Conseil, donc restons présents pendant toute la durée du Conseil, ce qui facilite, là aussi, le décomptage. Je sais qu'il y a des gens qui étaient partis au moment de voter et, là, c'est vraiment très embêtant.

Alors, un dernier point aussi, cela vous a été dit dans les annonces de l'appel, Madame Hafida Fadli ayant une obligation, elle doit partir à 21 h 00, nous allons donc avancer la partie qu'elle devait présenter en point n°4, en quatrième position.

Sinon, y a-t-il, à part l'observation que j'ai faite sur le précédent compte-rendu, des observations sur ce compte-rendu ? Je n'en vois pas, il est adopté. Merci.

RESSOURCES HUMAINES

→ **1. Modification du tableau des effectifs du personnel communal**

M. le Maire : Nous allons tout de suite procéder au point n°1. Cela va être Monsieur Vasco Coelho qui va lancer les débats.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues, direction générale, chers Choisyens, chères Choisyennes. C'est une délibération que nous avons l'habitude de voir passer dans ce Conseil.

Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la ville, il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte des mouvements de personnels et des recrutements réalisés, et en permettant l'accès à des agents contractuels.

Chers collègues, nous devons délibérer à ce sujet.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est adopté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°1

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité

DGST

→ 2. Approbation de la convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial entre Voies Navigables de France et la Ville de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Le point n°2. C'est Monsieur Henrique Marques qui va présenter ce point parce qu'il s'agit de sport, d'équipements sportifs. Monsieur Marques, vous avez la parole.

M. Marques : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, bonsoir. Il s'agit de renouveler une convention entre les Voies Navigables de France et la ville de Choisy-le-Roi pour une durée de cinq ans, jusqu'en juin 2028.

Cette convention a permis la construction d'un équipement sportif, style City stade. Le montant de la redevance annuelle est très modeste, seulement 300 euros. La convention se décompose en une vingtaine d'articles qui détaillent le cadre et les contraintes, et elle n'a pas évolué depuis l'origine. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Marques. Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

Vote de la délibération n°2

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine,

FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité

M. le Maire : Le point n°3... Pardon ? Qui demande la parole ?

Mme Lajili : C'est moi.

M. le Maire : Essayez de demander la parole avant le vote.

Mme Lajili : Ce n'est pas pour cela. J'avais une question aussi, vous dites que cela n'a rien à voir, mais a à voir avec quelque chose. J'ai une petite question, une interrogation, et même les Choisyens ont pensé la même chose. Pourquoi aujourd'hui on n'a pas le Conseil qui a été filmé ou diffusé aux Choisyens, de leur dire que ce soir il y avait un Conseil municipal, parce qu'ils n'ont pas l'air d'être au courant ?

M. le Maire : C'est une décision que j'ai prise. Les conseils municipaux ont été filmés lorsqu'il y avait la crise Covid, j'appelle de mes vœux les Choisyennes et les Choisyens de se rendre sur place au Conseil municipal. Et plus ils seront nombreux, plus nous serons heureux.

→ 3. Approbation de l'avenant n°13 à la convention d'exploitation du service urbain « Choisy Bus »

M. le Maire : Le point n°3, je donne la parole à Monsieur Kristian Bolle.

M. Bolle-Dalliah : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à tous mes chers collègues, Choisyennes, Choisyens.

Effectivement, ce soir, on renouvelle encore une fois la convention qui nous lie à la RATP sur l'exploitation du Choisy Bus. Vous le savez, le Choisy Bus est une ligne qui est exploitée jusqu'au 31 décembre 2024, parce que c'est le délai et la date à laquelle la RATP perd de manière annoncée son monopole, et donc sur laquelle il souhaite se positionner sur cette ligne.

Depuis un certain temps, nous travaillons à une évolution future de cette ligne de transport qui a vécu, plus que vécu, et qui ne correspond plus aux attentes et aux aspirations actuelles des Choisyens et des Choisyennes. Néanmoins, le dernier avenant n°12 courait jusqu'au 5 octobre 2023. Nous avons choisi cette fois de renouveler cet avenant une dernière fois jusqu'à la date du 31 décembre, ce qui nous amènera à la fin du Choisy Bus actuel et au Choisy Bus nouveau, pour le 1^{er} janvier 2025, tout simplement. Merci à vous.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Quelques mots, parce qu'il s'agit de transport. Il y a des éléments dans la note qui nous a été adressée sur lesquels je souhaitais revenir. Évidemment, nous allons la voter, il n'y a pas de problème sur la délibération en tant que telle. Deux éléments

appellent cependant, je crois, la vigilance de notre Conseil et l'ensemble des élus de Choisy, mais aussi des Choisyennes et des Choisyens.

La première, effectivement, la RATP, mais aussi Île-de-France Mobilités, ont décidé de manière unilatérale de ne pas faire figurer la ligne 582, puisque c'est ainsi qu'elle est répertoriée par la nomenclature d'Île-de-France Mobilités, dans aucun des lots qui sont mis à concurrence dans l'année qui vient. Ainsi donc, leur choix est de faire disparaître le Choisy Bus, c'est le choix d'Île-de-France Mobilités dans le cadre de la mise en concurrence. C'est important de le dire, que les Choisyennes et les Choisyens le sachent. C'est ce que la RATP a essayé de mettre en œuvre par voie de courrier auprès de vous, Monsieur le Maire, si j'ai bien compris.

Pour autant, je me dois de signaler une première chose. Madame Péresse, présidente d'Île-de-France Mobilités, a annoncé le 18 juillet, lors d'une séance exceptionnelle du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités, et l'a redit par voie de presse en cette rentrée, que le calendrier finalement de mise en concurrence des lots serait reporté du 1^{er} janvier, tout devait se faire au 1^{er} janvier à date, 2025, finalement, les choses seront repoussées et étalées et auront lieu entre le 1^{er} juillet ou le 1^{er} juin 2025 et l'année 2026, probablement juin 2026. Donc je crois qu'il faudra être attentif à ce que cela voudra dire dans l'attribution des lots. Être attentif aussi à ce qu'il se passera dans les six mois de trop, puisque cela veut dire qu'il y a prorogation du contrat RATP, et que la RATP, tant que le contrat entre RATP et IDFM est prorogé, ils n'ont pas le droit de décider qu'ils arrêtent le Choisy Bus au 1^{er} janvier 2025. C'est pour cela que je le dis, il faudra être vigilant sur ce point.

Le deuxième point sur lequel, je crois, il faut être vigilant, il est noté dans la longue notice qui nous a été envoyée le souhait de la municipalité de revendiquer le statut d'autorité organisatrice locale. C'est un choix qui peut se faire, il y a des communes qui d'ores et déjà le demandent. Pour autant, je tenais à attirer l'attention de la municipalité, des élus, j'aurais bien aimé aussi que les Choisyennes et les Choisyens puissent regarder ce Conseil municipal, je ne vois pas en quoi cela était gênant, parce que c'est une ligne, le Choisy Bus, qui par nature est non rentable. Pourquoi ce genre de ligne existait ? Parce qu'il y avait un service public global. La RATP rendait des services publics dont elle savait pertinemment qu'ils ne rapportaient pas d'argent, pas même à l'équilibre, et que cette mise en concurrence est que toutes les lignes qui sont susceptibles de ne pas être rentables peuvent être frappées par ce qui frappe d'ores et déjà notre Choisy Bus, avant même que les lots ne soient attribués. Demain, cela peut être d'autres lignes qui passent par Choisy qui peuvent être touchées par cette logique.

Enfin, en revanche, j'ai pris sur moi de me renseigner auprès des services d'Île-de-France Mobilités qui effectivement n'avaient pas fait attention, qui avaient peut-être validé des lots préparés par la RATP de manière hâtive. Ils sont disposés à discuter avec la mairie de Choisy d'une desserte locale, et de pouvoir l'inscrire dans le lot qui concernera un certain nombre de lignes de bus de Choisy. Je crois, peut-être, que tout en réalisant le travail que vous faites, qui est votre choix, peut-être qu'il faut aussi voir s'il n'y a pas une voie là pour refondre le Choisy Bus. Bien évidemment, là aussi, je crois qu'on ne peut que le partager, mais peut-être dans le cadre, justement, d'un lot plus large pour éviter que ce soient les Choisyennes et les Choisyens qui en assurent l'entièreté, du coup, étant entendu que nous sommes tous conscients qu'une telle ligne très locale ne sera jamais rentable, source de bénéfices, je n'en parle même pas, mais ne serait-ce que rentable.

M. le Maire : Bien, merci. J'ai des choses à vous dire sur ce sujet, mais je vais laisser... Monsieur Bolle voulait intervenir ? Non.

Ce que vous dîtes, en fait, j'ai pris de l'avance, si je peux dire, sur ce que vous dîtes. Bien sûr, nous ne sommes pas restés les deux pieds dans le même sabot. Juste avant les vacances, nous avons rencontré la direction de la RATP en compagnie du président du Val-de-Marne, Monsieur Olivier Capitanio, qui est aussi administrateur. Nous allons même avoir prochainement une réunion avec Monsieur Prost pour évoquer ce sujet. C'est bien ainsi que nous avons amené la chose, c'est-à-dire que nous lions, et ce n'est pas nouveau, nous le faisons avec mon adjoint, Monsieur Bolle, l'avenir du Choisy Bus avec la réalisation du terminus au quartier du Port, etc., et la petite boucle que nous désirons qu'elle fasse. Nous lions ces deux affaires.

On nous laisse de l'espoir, donc il n'y a rien de précis sur la table, nous continuons non pas à guerroyer, mais à relancer, à s'entretenir. Bien sûr, la difficulté du Choisy Bus, et c'est pour cela que l'on s'est porté aussi comme autorité organisatrice, etc., cela peut être une hypothèse, c'est pour ne rien laisser de côté. C'est-à-dire que nous envisageons toutes les possibilités.

Une chose est certaine, c'est que le quartier de la Prairie ne peut pas rester sans desserte. Cela, c'est sûr. Nous envisageons toutes les hypothèses. Il est certain que c'est une ligne qui ne sera jamais rentable. Il suffit de voir à certaines heures, cela peut même être certaines fois vide. Ce n'est pas pour autant qu'il ne faut pas amener ce service.

Là où je peux vous rejoindre, un service public est là, comme son nom l'indique, pour rendre service, pas forcément être bénéficiaire mais, par les temps qui courent, cela peut être non pas bénéficiaire, mais à l'équilibre, ce serait bien. Pour autant, je pense à nos amis de province, même quand c'est déficitaire, tout le monde a le droit à un service de transport.

Y a-t-il d'autres observations ? Je n'en vois pas. Alors, y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n°3

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité

HYGIÈNE SANTÉ

→ 13. Approbation de la convention de partenariat concernant le fonctionnement du Conseil Local de Santé Mentale de Lucien BONNAFE sur le territoire de la commune de Choisy-le-Roi, Orly et Villeneuve-le-Roi

M. le Maire : Nous allons avancer le point 13, qui sera présenté par Madame Hafida Fadli. Vous avez la parole, Madame Fadli.

Mme Fadli : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à tous. Je vais vous présenter ce soir l'approbation de la convention relative aux missions et au cofinancement de la coordination du Conseil local de santé mentale Lucien Bonnafé. Cette convention est passée entre les villes de Choisy-le-Roi, Orly et le CCAS de Villeneuve-le-Roi.

Depuis 2014, le Conseil local de santé mentale bénéficie d'un cofinancement annuel de l'Agence Régionale de Santé pour un poste de coordinateur. La convention établit un partenariat entre plusieurs entités, notamment le groupe hospitalier Paul Guiraud, les municipalités de Choisy-le-Roi, Orly, Villeneuve-le-Roi, l'Agence Régionale de Santé Île-de-France et l'association Maison Commune Des Addictions, Des Troubles Mentaux. Cette association agit principalement sur les problématiques de la santé mentale, notamment sur les troubles psychiques et les addictions.

L'objectif de ce partenariat est d'améliorer la prise en charge des personnes souffrant de troubles psychiques des trois communes, en renforçant la coordination entre les services de psychiatrie et les acteurs locaux.

Le poste de coordinateur était porté administrativement par la ville de Choisy-le-Roi jusqu'en 2010. Il a été décidé de déléguer le portage à l'association qui est financée par les trois communes au prorata de la population totale. Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la nouvelle convention. Merci.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des observations sur ce point ? Je n'en vois pas. Bien, je me félicite de cet accord, et je remercie nos services parce que Choisy-le-Roi a vraiment été moteur dans le fait de remettre de nouveau en activité ce service qui existait auparavant. Ce n'est pas Choisy-le-Roi qui était cause de l'arrêt. Il y a eu aussi, il faut le dire, des problèmes d'ego. Je n'en dirai pas plus. Mais bon, nous avons activement travaillé, et donc Orly et Villeneuve-le-Roi ont accepté de revenir.

Merci aux services, merci à mon Adjoint, et c'est une très bonne chose. Il y a déjà, bien sûr, une forte demande. S'il n'y a pas d'observations, y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°13

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine,

FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité

URBANISME

→ 4. Instauration d'un barème relatif à la mise en œuvre des astreintes administratives prévues à l'article L480-1 du Code de l'urbanisme en cas d'infraction

M. le Maire : Nous allons revenir maintenant au déroulé prévu initialement, le " vrai " point 4. Je donne la parole à notre adjoint, Monsieur Ali Id Elouali.

M. Id Elouali : Bonsoir, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues. Donc la délibération sur laquelle on va débattre concerne une mesure qui va participer, contribuer à la lutte contre les constructions arbitraires, pour ne pas dire sauvages, sur la ville, puisqu'elle porte sur une mise en demeure, sur un outil d'apport juridique que la loi a mis à disposition des maires au nom de la loi dite Engagement et proximité.

Donc, il permet aux maires de disposer d'outils juridiques pour agir rapidement, plus rapidement que des procédures pénales qui sont souvent longues et complexes, contre le type, si je puis dire, d'action concernant le Code de l'urbanisme.

Désormais, le maire a le pouvoir, après mise en demeure du contrevenant, de prononcer une astreinte journalière, entendez une pénalité à l'encontre du contrevenant s'il n'a pas régularisé ses travaux ou remis en état sa construction litigieuse dans un délai imparti. Il est précisé que sur le dispositif peut être mis en œuvre en parallèle des poursuites pénales que la commune peut engager. Donc, l'un n'exclut pas l'autre. Il est proposé plusieurs niveaux d'astreinte, de pénalité, avec des montants qui vont de 50 euros à 500 euros par jour selon le cas.

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le maire à instaurer sur le territoire de notre ville un barème relatif à la mise en œuvre des astreintes administratives.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Oui, Monsieur le Maire. Monsieur le Premier adjoint, pas d'observation sur le fond de mettre en place cette mesure, encore qu'il faudrait avoir une discussion générale puisque, pour nous, elle rejoint deux autres délibérations de ce Conseil, d'autres dispositions que vous avez prises, qui sont les déclinaisons successives de ce que certains essaient de faire passer pour une décentralisation, qui sont en fait des transferts de compétences d'autorité aux collectivités locales, sans évidemment un centime qui va avec. Et donc, après la police, voilà que maintenant c'est la justice elle-même que l'on confie aux maires, en tout cas de pouvoir agir en parallèle de la justice.

Mais là, c'est une question de fond sur l'organisation des pouvoirs, loin de nous la volonté de dire qu'il ne faut pas faire respecter le Code de l'urbanisme, donc c'est une remarque générale, mais quand même, c'est une interrogation, je pense que nous partageons, parce

que les choses s'empilent sur les épaules des maires, et ils sont tenus maintenant d'être shérifs, juges du comté, etc. Évidemment, certains peuvent refuser de le faire, d'autres non.

Sur ce barème, les questions que nous nous posons, et dont certaines que j'ai posées en Commission, sont de l'ordre de comment cela va-t-il être mis en application très concrètement, quelles sont les Choisyennes et Choisyens qui pourront être concernés. Et enfin, d'abord, quel service sera chargé de dresser des constats et des procès-verbaux. Sur cette première question, " quels services ", ils ont répondu en Commission que ce serait uniquement le service urbanisme. Je demande donc que les choses soient dites à nouveau, parce que cela va toujours mieux en le disant de manière très claire, et de manière sinon publique, du moins dûment enregistrée, conditionnée dans un compte-rendu voté.

Deuxième chose, c'est sur la rétroactivité, et par " rétroactivité ", j'entends par là : est-ce que ce barème s'applique, en gros, aux futurs procès-verbaux qui seront dressés et à ceux qui sont en cours, auquel cas évidemment il n'y a rien à en dire ? Et les futurs procès-verbaux, quelle sera leur limite de temporalité ? Y compris parce que le PLU, par nature, est quelque chose qui évolue, et qu'il y a parfois des constructions qui se passent de propriétaire en propriétaire, achetées en l'état sur parfois plusieurs propriétaires, et donc la question de la rétroactivité se pose de manière lourde, y compris parce que je pense que nous connaissons tous et tout autour de nous des gens qui ont découvert, à l'occasion, d'ailleurs, d'une volonté de modification de leur logement, que telle ou telle déclaration n'avait pas été faite en temps et en heure par leurs prédécesseurs.

Donc là, il y a une question qui est sur cette rétroactivité, parce que dans une ville comme Choisy-le-Roi, nous savons bien qu'une grande part notamment du tissu pavillonnaire est issue de cette culture de l'auto-construction ouvrière et artisanale. Bien sûr, il y a des tas de constructions. Je dis cela en ayant aussi le souci de voir des accompagnements qui se mettent en place, au-delà de cette incitation à se mettre en règle, parce qu'on sait, on le sait, il y a des endroits où l'on va dire que le raccordement aux collectes d'eau, pour ne prendre que cela, entre les eaux pluviales et les eaux usées n'ont pas toujours été d'une rigueur extrême, ce qui aujourd'hui, quand on voit comment la question de l'eau va se poser à notre civilisation même, devient quelque chose d'extrêmement important. Et c'est donc aussi sur ce volet prévention qu'il nous semble manquer des choses, mais il y a cette question sur la rétroactivité. En effet, rien n'est prévu, et nous trouvons cela dommage qu'au moment de la mise en vente de biens, au moment où ceux-ci sont soit mis en vente par les différentes agences immobilières de Choisy-le-Roi, ou qu'ils passent devant les différents notaires de Choisy-le-Roi, parce que tout cela est déclaré, légal, on ne puisse pas avoir dans nos services la capacité de prendre contact avec les agences immobilières, avec les notaires, pour prévenir plutôt que d'avoir à guérir. C'est-à-dire qu'au moment de la vente, il est noté qu'il doit y avoir des mises en conformité, etc.

Je crois que tout cela serait de bon augure pour une mise en œuvre apaisée de cette décision et du plan local d'urbanisme sur lequel, évidemment, nous n'avons pas de débat sur le fait de le faire respecter.

M. le Maire : M. Id Elouali

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Alors, merci, chers collègues, pour les observations. Moi, j'en ai à mon niveau trois en réponse aux vôtres.

La première, c'est que concernant le premier point qui portait sur le transfert des pouvoirs, on va dire de l'État vers le maire, c'est mon point de vue, pour le coup, il ne faut pas être dogmatique. Ce transfert, moi, personnellement, je le salue. Je le salue, parce qu'il renforce les pouvoirs du maire. Il va dans le sens de la proximité, parce que c'est l'échelon le plus

proche des habitants. Pour le coup, c'est une façon de renforcer davantage les pouvoirs du maire et de lui permettre, à travers des outils juridiques, de lutter contre, quand je parle d'urbanisme arbitraire et sauvage, j'inclus dedans les marchands de sommeil, par exemple. C'est une façon aussi de contribuer contre la lutte. Je ne dis pas que c'est l'alpha et l'oméga, mais en tout cas, c'est un outil. C'est le premier point.

Concernant le deuxième point, je le dis comme cela, d'abord, c'est un signal fort que l'on envoie. C'est une façon d'envoyer un signal très fort d'abord préventif, mais pas seulement, dissuasif, préventif, et il faut dire aussi répressif. Parce que, très franchement, si l'on veut avoir une maîtrise du développement de notre ville, si d'un côté l'on dit qu'on reprend les outils tels que le PLU, qu'on travaille sur une charte du bâti, qu'on modifie le PLU en profondeur pour avoir une maîtrise sur le développement urbain de la ville, il serait bien de saluer le fait que l'on se dote aussi d'outils juridiques annexes ou connexes qui nous permettent cette maîtrise.

Alors, je termine par le troisième point qui est beaucoup plus opérationnel sur la rétroactivité de la pénalité. Bien sûr que l'on envisage avec les services un travail de sensibilisation et d'information, notamment auprès des notaires, des agences de la ville, pour qu'elles soient aussi vigilantes sur la mise en conformité par rapport à cette nouvelle disposition. Voilà.

M. le Maire : Je n'ai pas compris la question. Madame Lajili, je viens de mettre devant chaque conseiller municipal le rappel du règlement. Donc si vous pouvez demander la parole, déjà, c'est très bien. Ce serait respectueux et courtois. Et de préciser la question que vous voulez poser, si toutefois vous voulez poser une question. Vous voulez poser une question ? Alors, posez la question.

Mme Lajili : Comme Monsieur Id Elouali vient de spécifier que cela allait, qu'il tenait à souligner l'importance de vos propos, est-ce que cela va être retranscrit dans cette délibération, dans la charte que vous allez faire ?

M. le Maire : Mais tout ce qui est dit au Conseil est retranscrit, c'est bien pour cela qu'en début de séance, on vous demande... Oui, donc ce sera retranscrit. Oui, ce sera retranscrit.

M. Id Elouali : Très bien, merci. Merci, Madame Lajili, pour la question. Alors, si je comprends bien... Si je comprends bien, votre question porte sur les modalités de la mise en œuvre, c'est bien cela. Les modalités de mise en œuvre, bien sûr qu'une délibération, elle ne les détaille pas, parce qu'on va rentrer dans les détails. Celle-ci, c'est le principe, elle présente l'outil juridique. Bien sûr que sur la mise en œuvre, les modalités de déroulé et du suivi de cet outil, de sa mise en œuvre, sont à l'étude avec le service. Mais évidemment que l'on prend en compte les observations dès lors qu'elles sont dans le sens, dans le bon sens de la mise en œuvre de cette délibération.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres questions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Juste une explication de vote. Étant donné les réponses, ou les non-réponses, qui ont été apportées à nos remarques, j'entends que vous nous écoutez, que vous allez prendre en compte, etc., mais bon, là, vous nous demandez de voter une délibération qui, si vous ne revenez pas devant nous avec des modifications, s'appliquera in extenso. Donc, face à cela, nous n'allons pas nous y opposer pour les raisons que je vous ai décrites, mais nous allons nous abstenir en espérant pouvoir voter pour demain, je dirais une modification, un avenant, un complément que vous aurez certainement loisir de nous présenter dans les mois qui viennent.

Voilà, donc nous nous abstiendrons sur cette délibération, tout en partageant la volonté.

M. le Maire : Mais, je ne comprends pas de quelle modification vous parlez. Les choses sont très simples, c'est quelque chose qui n'a jamais été fait. C'est aussi pour, comme vous l'avez dit tout à l'heure, malheureusement, ce sont les maires qui doivent s'emparer de tout.

Parce que lorsque nous dénonçons un agrandissement, des travaux non déclarés, quand ce n'est pas une maison, pour l'instant ce n'est pas arrivé, et qu'on n'a pas déposé de permis, même lorsqu'on le dénonce au procureur, souvent, malheureusement, il classe sans suite.

Donc la délibération est tout à fait simple, cela concerne uniquement les personnes qui effectuent des travaux, des agrandissements, qui ne déposent pas de permis et qui doivent être sanctionnés. Si... C'est uniquement cela. Et c'est pour que cela se sache à Choisy-le-Roi, parce que trop souvent, cela a été le cas bien sûr, et selon le degré de gravité de ce qu'ils ont fait, il y a un barème de contraventions qui vous est proposé, avec aussi un délai pour le faire, et plus ils mettront de temps, plus la sanction sera lourde.

Cela étant, je ne vois pas ce que l'on pourrait... Les notaires, vous parlez des notaires, mais dans l'absolu, et cela, c'est seul le juge qui pourrait le décider ; prenons le pire des cas, une maison qui a été construite sans permis, même dix ans après, elle doit être démolie, mais ce n'est pas la municipalité, ce n'est pas le maire qui s'occupe de cela, c'est un tribunal. Le maire ne peut que dénoncer, c'est ce que nous faisons, et là, on ne se contente pas de dénoncer. On amène des choses formelles pour dissuader et punir si la personne est de mauvaise foi ou ne s'exécute pas.

Pour moi, c'est extrêmement simple, et c'est votre droit le plus absolu de vous abstenir, mais je ne vois pas ce que l'on peut y ajouter.

Monsieur Hutin. Il y avait Madame Fourniaud, excusez-moi, allez-y.

M. Hutin : Je passe la parole à ma collègue.

Mme Fourniaud : Je voulais juste avoir un point de précision. Cela signifie donc aujourd'hui, à partir de ce soir, si nous votons cette délibération, que les Choisyens propriétaires occupant qui oublieraient de faire une déclaration parce qu'ils ont changé leurs fenêtres, on est bien dans le cas où il faut une déclaration, n'est-ce pas, se verraient amendés. Vous nous parlez de prévention, moi je ne vois que de la répression. Même si, je n'ai pas tout à fait fini, comme le disait mon collègue Monsieur Guillaud-Bataille, on est évidemment pour l'application de la loi. Je pense que l'on a besoin, quand même, d'avoir des précisions quant à la rétroactivité de ces contraventions, et l'on souhaite aussi bien mettre en lumière le type de contravention qui pourra être mise pour des déclarations qui auraient dû être faites, par exemple pour un changement de fenêtres.

M. le Maire : Mais Madame, ce que vous venez de dire est prévu. C'est justement, il y a le degré de gravité. Il peut y avoir des personnes de bonne foi, comme vous dites, qui changent des fenêtres. Bien qu'aujourd'hui, j'ai quand même du mal à croire cela, parce que tout le monde sait que même pour changer une fenêtre, il faut une déclaration de travaux minimum. Je crois que cela se sait, mais on n'est pas le père Fouettard. On prévoit dans notre délibération que l'on donne un délai. C'est-à-dire que si c'est un oubli et que cela ne contredit pas le PLU, et que s'il avait déposé un permis ou une autorisation de travaux, il aurait eu le droit de le faire. Au contraire, nous l'aidons à se mettre en conformité, à déposer l'autorisation de travaux ou le permis. Et dans ce cas-là, il n'a pas d'amende. Cela, c'est le point n°1.

Ensuite, il y a le point où il a contredit au PLU. Dans ce cas-là, on lui donne un délai raisonnable pour qu'il remette en conformité, avant travaux, sa maison ou son bien, et s'il le

fait, là aussi, il n'a pas d'amende. S'il ne le fait pas, la loi va s'appliquer, parce qu'il a contredit à la loi, il est normal qu'il soit puni.

On veut que cela se sache, parce qu'il y a aussi des gens de mauvaise foi, et beaucoup qui se permettent de réaliser des travaux sans déclarer. Et cela, ce n'est pas admissible.

Mais à l'origine, notre volonté, et nous le faisons déjà avec le service urbanisme, c'est quelqu'un qui n'a pas fait de permis et autres, nous faisons tout pour que cela rentre dans les clous, qu'on l'aide, et dans la plupart des cas, cela se passe bien. Il y a des cas plus difficiles où la personne est vraiment de mauvaise foi, où même lorsqu'on lui demande de rétablir la situation, elle ne s'exécute pas. Dans ce cas-là, c'est là qu'est prévue l'amende. C'est pour cela que cela me paraît clair, et que cela prend tout en compte vos préoccupations.

Monsieur Hutin, qui voulait intervenir.

M. Hutin : Merci, Monsieur le Maire. J'avais juste une question. Je suis effectivement pour le respect de la loi, il n'y a pas de souci là-dessus, de la mise en place d'un barème. Cependant, effectivement, je trouve que c'est un petit peu léger sur les éventuelles exemptions, sur la rétroactivité, etc. Notamment, une question par rapport à cela, imaginons que vous achetez un bien immobilier, ou que vous en avez acheté un il y a deux ou trois ans, et qu'il s'avère que quelques travaux qui ont été faits par le précédent propriétaire ont été engagés sans respecter la loi. Que se passe-t-il pour ce nouvel acquéreur ? Je vous remercie.

M. le Maire : Eh bien, j'ai été confronté à ce cas. C'est à vous d'être vigilant lorsque vous achetez le bien. Mais laissez-moi finir... Madame Desprès, laissez-moi finir. Quand je dis que c'est à vous d'être vigilant lorsque vous achetez un bien, vous allez comprendre pourquoi. Parce que si quelqu'un réalise des travaux, s'il a ajouté une pièce sans le déclarer, cela ne figure pas sur l'acte notarial. Or, quand vous achetez un bien, vous le visitez. Si le vendeur vous dit : « Il y a trois chambres », vous arrivez chez le notaire qui vous fait un descriptif, c'est obligatoire, du bien, et que dans le descriptif, je ne sais pas si vous avez déjà acheté un bien, un logement ou une maison, c'est très précis, « il y a deux chambres, il y a un vestibule, il y a ceci, il y a cela ». Là, vous voyez tout de suite, « Non, j'achète avec trois chambres ». Donc là, il y a un souci, et c'est au notaire, à ce moment-là, de faire l'alerte, vous devez revoir la personne. Et là, on tombe dans le cas que je vous disais, il faut faire rectifier la situation avec le service urbanisme. Comme je vous le disais, on n'est pas le père Fouettard. Si cela rentre dans le PLU et qu'il y a de la bonne foi, on aide au contraire la personne. Mais je vous déconseille...

Alors, quand je vous dis que j'ai été confronté à cela, c'est parce que nous avons été saisis par une personne qui était en train d'aménager des logements dans une grande maison, et qui se plaignait que EDF ne voulait pas brancher l'électricité. Je suis allé voir sur place, et je lui ai dit : « Mais qu'est-ce qu'il se passe ? Pourquoi ? ». Ce qu'il ne savait pas, c'est qu'il était en train de diviser une maison en quatre logements. Il disait que les logements existaient avant, en revanche, quand il a fait sa demande pour quatre logements, EDF a dit : « Non, il y a un branchement », parce que, pour eux aussi, c'était une maison. Et quand je lui dis : « Montrez-moi l'acte notarié », là effectivement, il a commencé à avouer que ceci, cela. Vous voyez ? Mais qu'a-t-on fait ? Au lieu de le jouer hégémonie, etc., il y a mon responsable urbanisme derrière moi, nous avons été le voir. Nous avons été étudier ce qu'était cette grande maison, puisqu'il y a quand même des problèmes de logement sur la ville, et qu'il souhaitait louer cela à des prix qui arrangeraient bien des gens, nous avons examiné la situation. Cependant, il pouvait, par rapport au PLU, il pouvait faire cette division. En plus, il avait respecté de mettre quatre places de parking, donc il a pu s'en tirer, il a pu

faire sa division, et nous avons pu autoriser EDF à mettre les quatre compteurs pour les quatre locataires qui seraient là. Donc, cela s'est réglé.

Donc vous voyez, vraiment, tous les cas de figure sont prévus. On ne va pas contre les gens, etc., et on examine chaque situation au cas par cas. Mais celui qui a contrevenu, qui insiste et qui est de mauvaise foi, mais il y en a, il y a les marchands de sommeil, par exemple, là, on appliquera les sanctions.

Monsieur Hutin.

M. Hutin : Très rapidement, vous nous expliquez ce cas, effectivement relativement gros, la création d'une nouvelle pièce, etc. On parlait aussi également de menus travaux, on parlait des fenêtres, par exemple, tout le monde ne sait pas qu'il faut une déclaration. Il est possible effectivement que vous achetiez un bien et que vous reveniez à un moment donné pour dire : « Je n'avais pas fait de déclaration, mais cela a été acheté après les travaux. »

M. le Maire : Mais là, je peux vous tranquilliser, un changement de porte, un changement de fenêtres, le changement de la porte d'entrée, une fois que c'est fait, c'est fait. C'est si l'on vous prend sur le fait, parce qu'il y a des contrôles, la personne qui est en train de les changer, et qui n'a pas fait... C'est une simple déclaration de travaux, on l'invite simplement à faire une déclaration de travaux et c'est réglé. Mais si vous, vous achetez une maison où les fenêtres ont été changées sans déclaration de travaux et que vous ne le saviez pas, quand je dis "vous", un Choisyen, une Choisyenne, il ne risque absolument rien. Cela passe sous les radars.

Comme vous le disiez, c'est quand il y a une chambre en plus, quand il y a des combles aménagés en chambre alors qu'ils ne le devraient pas, quand il y a des sous-sols aménagés, quand il y a un garage qui devient par exemple une chambre. Cela, ça arrive souvent. Là, c'est lorsque vous passez chez le notaire que tout se voit. Mais si vous achetez une maison où les fenêtres ont été changées, le précédent propriétaire n'a pas fait de déclaration de travaux, cela, je peux vous assurer que franchement, c'est invisible. On ne peut pas le voir, puisque les travaux sont faits, c'est terminé, surtout si cela a été fait il y a trois, quatre ou cinq ans. Ce genre de travaux, c'est quand sur le fait on voit quelqu'un qui change de fenêtre et qui n'a pas fait de déclaration de travaux, les services l'invitent à déposer une déclaration de travaux. Cela ne va pas plus loin.

Madame Lajili.

Mme Lajili : Du coup, Monsieur Id Elouali, vu que vous êtes dans cette délégation, comment cela se passait avant ? Je suis quand même professionnelle de l'urbanisme, mais comment cela se passait avant ? Aujourd'hui, voilà, on veut changer les choses, comment on procédait avant quand il y avait ce genre de...

M. le Maire : Tu veux répondre ? Vas-y, réponds.

M. Id Elouali : Avant, « avant, on continue », j'ai envie de dire. On dressait PV et après c'est le procureur, soit il classe, soit il souhaite donner suite, mais bien souvent, malheureusement, il classe. Et c'est tout. Je termine. En gros, ces procédures pénales, les poursuites pénales continuent, il n'y a aucun problème. Mais là, on renforce, si je peux dire, le dispositif juridique de la mise en place de cette délibération, enfin de l'objet de cette délibération.

Je voudrais juste rajouter un point, parce que là, on parle de « les gens ne sont pas au courant », etc. La loi a beaucoup de vertus, toute loi a beaucoup de vertus, mais elle a une limite, c'est que la loi, nul n'est censé l'ignorer, c'est comme cela. Je termine juste.

Quand une commune change, modifie son PLU, plan local d'urbanisme, elle ne va pas informer chaque habitant : « Regardez, on a changé notre PLU », c'est aux habitants de prendre connaissance des outils juridiques, des outils sur lesquels, que ce soit le PLU ou ce genre de dispositif, pour savoir : « Attention, s'il y a infraction au Code de l'urbanisme, il y a pénalité ».

Je termine juste, Monsieur le Maire. Je suis très sensible à ce qui a été dit, le fait qu'il faudrait être vigilant, sensibiliser les gens, etc. Il y a encore un problème. Encore une fois, c'est le travail que l'on va engager auprès notamment des notaires. On parle comme si la transaction allait se passer entre deux personnes. Il y a quand même un acteur incontournable, c'est le notaire. Le notaire, il est aussi amené à faire respecter et à veiller que les choses se passent bien, et que la transaction respecte bien les règles et les lois qui sont portées par la ville.

M. le Maire : Je partage ce que dit Monsieur Id El Ouali, mais je peux vous rassurer, ceux qui se sont adressés à notre service urbanisme, il est plutôt bienveillant. Dès que quelqu'un vient, la première chose que l'on cherche à faire, c'est essayer de faire en sorte que cela se passe bien, que les Choisyens ne soient pas lésés, et que l'on puisse donner suite à leurs demandes.

Mais quand ce n'est pas possible, ce n'est pas possible. Parce qu'après, il y a aussi les voisins qui interviennent. Nous avons aussi des plaintes de voisins, et c'est essentiellement là aussi que l'on voit des choses abusives. Nous avons aussi des voisins qui portent plainte pour des travaux qui n'ont pas respecté le PLU, les règles de la construction. Mais pour cela, il y a des architectes qui sont là pour cela, et il y a des gens qui pensent qu'ils sont architectes. Cela ne va pas. Il y a un monsieur qui a voulu surélever son garage, vous voyez, ce n'est pas construire une maison ou ajouter une pièce, mais il l'a surélevé de 20 centimètres trop haut. Cela n'a pas loupé, le voisin a porté plainte, et quand un voisin porte plainte, on est très embêté. On est en train d'essayer d'arranger les choses, il avait diverses choses, il a accepté de mettre à hauteur voulue le toit de son garage. Cela s'est arrangé. Il n'a pas eu d'amende. Ce que l'on cherche, c'est de trouver un accord avec le voisin qui a porté plainte, qu'il n'y ait pas trop de préjudices pour la personne qui était de bonne foi ou de mauvaise foi. De toute façon, une fois que c'est fait, qu'est-ce que l'on fait ? Il vaut mieux arranger les choses, que tout s'arrange dans le meilleur des mondes, que de se retrouver tous devant tribunal. Voilà.

Mais ce que l'on pourra faire, c'est faire un dossier dans notre beau journal choisyen qui donnerait toutes les informations, faire les principaux rappels, changer une fenêtre, une porte, faire une déclaration de travaux, un permis de conduire... « de construire ». En plus, à partir de tant de mètres carrés, les gens l'ignorent, mais à partir de tant de mètres carrés, un architecte est obligatoire.

Je pense que ce serait bien de faire un dossier, je propose de faire aussi un dossier pour informer les Choisyens et les Choisyennes de ce qu'il faut faire, qu'ils ne se fassent pas piéger. Parce qu'on a eu aussi des cas où des Choisyens et des Choisyennes se sont fait piéger par des pseudo-architectes qui se disaient architectes, que la personne a crus, fatalement, ils se sont trompés. Il y a eu des problèmes, et on s'est aperçu que la personne n'était pas architecte, elle s'était baptisée architecte. Donc il y a toutes ces choses-là. On pourrait faire un dossier qui mette en garde contre ces gens les Choisyennes et les Choisyens, mais de rappeler toutes les règles de l'urbanisme, de construction, etc. Un dossier qu'ils pourraient garder. Et la meilleure chose, c'est d'appeler l'urbanisme, qui aide.

Vous êtes intervenue trois fois, Madame Lajili, je propose... Madame Lajili, vous êtes intervenue trois fois. On a tout dit, je propose que l'on passe au vote. Il est précisé dans le

règlement qu'au-delà d'un certain temps, on passe au vote. Je pense que cela ne va rien apporter d'autre, on a tout dit.

Ceux qui veulent continuer à s'abstenir, bien sûr, nous allons... Nous allons le respecter. On a de nombreux sujets, nous avons de nombreux sujets à voir.

Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des abstentions ? Si vous pouvez bien laisser les mains levées, que l'on puisse bien compter les abstentions. Je suis désolé, Madame Lajili, on n'a pas de mandat. Il cherche. Il faut le transmettre avant le Conseil, et puis le dire au début du Conseil. Donc je repose la question. Je suis désolé... Attendez, Madame Lajili.

Non, elle n'a pas dit qu'elle avait un mandat. Mais cela, ce n'est pas grave. Si on l'avait, on le note, mais ils ne l'ont pas. Qu'elle ne l'ait pas dit et qu'après on le fasse, ce n'est pas grave, mais ils ne l'ont pas.

Alors, avons-nous ce mandat ou pas ? Moi, cela ne me dérange pas, c'est juste pour que tout soit... Cela veut dire qu'après, s'il y a un souci, on doit changer. On va faire comme s'il y avait le mandat, et demain, on vérifiera s'il est égaré sur une boîte. On va reprendre le vote avec le mandat que possède Madame Lajili.

On reprend le vote. Y a-t-il des votes contre ? Il n'y en a pas. C'est bon, vous l'avez trouvé ? On l'a trouvé sur une boîte.

Alors, on reprend le vote. Les votes contre, il n'y en avait pas. Abstentions ? Si l'on peut compter les abstentions... Il y a Monsieur Hacène Habi qui a un mandat aussi. C'est bon, vous avez compté ? Très bien, merci.

Vote de la délibération n°4

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 12, BRULANT Marina, LAJILI Yamina, HABI Hacène, OZCAN Conan, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien,

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°4 est adoptée à la majorité

→ **5. Rétrocession foncière entre SOSIACUM Aménagement et la commune de Choisy-le-Roi à l'euro symbolique portant sur des espaces communs sis 111, 119, 121, 123 et 123 Bis Avenue Anatole France et 1 à 3 Rue Rondu**

M. le Maire : Toujours sur l'urbanisme avec Ali Id Elouali, le point n°5. Il s'agit d'une rétrocession foncière qui était prévue de longue date. Vous avez la parole.

M. Id El Ouali : Oui, Monsieur le Maire. Dans le cadre de l'opération d'aménagement et de programmation du site Fonderie Fine, un permis de construire a été accordé à la SAS SOSIACUM Aménagement en vue de la construction d'un ensemble immobilier mixte à usage d'habitations, de commerces et d'activité qui est situé au 111 à 123 bis avenue Anatole France, et 1 à 3 rue Rondu.

Donc en vertu d'une convention de transfert commun approuvé par une délibération en 2015, une placette, c'est la place Lucie Aubrac d'une superficie indicative de 773 m², et un trottoir d'une superficie indicative de 412 m² doivent être rétrocédés à la commune à l'euro symbolique après l'achèvement des travaux.

Voilà, il est demandé au Conseil municipal d'autoriser la rétrocession par « SOFIA Aménagement » ... Je vais leur proposer de changer de nom.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'autoriser la rétrocession par SOSIACUM Aménagement à la commune de Choisy-le-Roi des parcelles cadastrées R-160, R-162, R-167 et R-169 à l'euro symbolique.

M. le Maire : De toute façon, c'est quelque chose qui a été acté il y a déjà plusieurs années, et qui devient maintenant officiel. Il nous appartient de le respecter. Cette petite placette rentre dans le domaine public à la ville.

Y a-t-il des observations ? Non, c'est assez technique. Des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°5

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité

→ 6. Approbation du CRACL 2022 de la ZAC du Port

M. le Maire : Nous sommes toujours dans l'urbanisme, il me semble. Oui.

M. Id Elouali : Le CRACL, le fameux CRACL, entendez le compte-rendu d'activité de la ZAC du Port pour l'année 2022. Ce qu'il faut surtout retenir, je rappelle quand même que depuis 1998, SADEV est l'aménageur de la ZAC du Port. La fin du contrat de concession est prévue pour décembre 2024.

En matière de dépenses, je relève les faits marquants de ce CRACL, en matière de dépenses, l'année 2022 a pu permettre la mise en place du dossier de réalisation modificatif, ainsi qu'une mise à jour du programme des équipements publics. Je parle notamment de la salle de réception, on va l'appeler comme cela, car l'on est encore en réflexion sur sa destination, de 400 m². De plus, cette année 2022 a permis le lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre des espaces publics.

En matière de recettes, il est à noter qu'aucune recette relevée en 2022 nécessitant une nouvelle ligne de trésorerie à hauteur de 6 millions d'euros n'a été mobilisée auprès de la Caisse d'épargne.

Au-delà des trois lots confiés au groupement BNP Paris Duval International, il a été enfin relevé que le lot B7 acquis par ICADE faisait actuellement l'objet d'une nouvelle proposition de programmation.

Enfin, dans ce cadre, le montant total des dépenses prévisionnelles actualisées s'élève à 89 274 117 euros hors-taxes, et le montant total des recettes prévisionnelles s'élève, à peu près, à la même chose, soit 89 272 140 euros.

Il est donc demandé au Conseil municipal de donner un avis favorable au compte-rendu d'activité de la ZAC du Port pour l'année 2022, et inviter le Conseil de territoire de l'EPT à délibérer, puisque comme vous le savez très bien, la compétence urbanisme et aménagement est dans les mains du Conseil territorial.

Voici, Monsieur le Maire, chers collègues, pour cette délibération.

M. le Maire : Merci. Donc en ce qui concerne la ZAC du Port et son CRACL, je rappelle que c'est la SADEV qui fait l'aménagement. Je crois que l'on peut quand même leur rendre hommage, parce qu'on essaie de mener à bien la fin de la ZAC avec tous les nombreux problèmes qui se sont abattus, l'augmentation des matières premières, les taux d'intérêt, et là où de nombreux programmes se sont arrêtés, etc., ils tiennent bon. Et c'est d'autant plus important, nous le verrons par la suite sur la délibération où il y a une extension du programme pour faire un équipement qui nous manque énormément sur la ville de Choisy-le-Roi, donc ils font quand même un excellent travail tout en maintenant, difficilement, mais ils maintiennent un équilibre financier. Parce que je voudrais rappeler que si au terme de la ZAC, il y a un déficit, il est partagé entre l'aménageur et la ville. Cela peut chiffrer pas mal.

Y a-t-il des interventions sur ce sujet ? Je n'en vois pas. Alors, il faut le voter. Y a-t-il des votes contre ? Y a-t-il des abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°6

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES

Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité

→ 7. Dossier de réalisation modificatif de la ZAC du Port et actualisation du Programme des Équipements Publics (PEP)

M. le Maire : Le point suivant, cela concerne aussi la ZAC du Port. Je donne la parole à Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Oui, on va rester dans la ZAC du Port. On va juste se pencher sur le volet qui concerne l'actualisation du programme des équipements publics.

Vous, Monsieur le Maire, vous mentionniez l'équilibre financier, c'est quelque part ce qui justifie cette délibération. De nouveau, une mise en perspective et un rappel un petit peu historique.

La SADEV 94 a proposé à la ville de Choisy-le-Roi de réorienter la programmation des quatre derniers lots à bâtir, soit le B1, B3, B7 et Modul'Air, notamment à cause de la difficulté de commercialisation des trois lots B1, B3 et Modul'Air, dont la programmation initiale était exclusivement économique. J'ai envie de dire que le réalisme fait que la SADEV a proposé à la ville, justement, de modifier la trajectoire et la destination première de ces trois lots. Donc ces changements ont appliqué une évolution du programme global des constructions originales. La surface de plancher totale est dorénavant d'environ 164 650 m². Les objectifs initiaux et l'équilibre général de l'opération d'aménagement de la ZAC sont ainsi maintenus tout en permettant de répondre notamment à une logique de densification.

De construire une salle de réception est de fait, c'est pour cela d'ailleurs que je disais tout à l'heure que la destination est encore à stabiliser, mais comme le disait Monsieur le Maire, c'est un équipement qui viendrait répondre à un manque criant sur notre ville de salles de réception et notamment de lieux de fête, est donc de 400 m², de rénover les espaces publics.

Il est demandé au Conseil municipal d'émettre un avis favorable sur le dossier de réalisation modificatif et ses annexes, telles qu'annexées à la présente délibération, et d'approuver le programme des équipements publics de la ZAC du Port.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Oui, cette salle des fêtes est importante parce qu'actuellement et très vite, avec le Nouvel An à fêter, puis le repas des anciens, nous allons répondre à leur demande, jusqu'à présent, nous étions obligés de mobiliser des gymnases et autres, ce qui veut dire que pendant ce temps-là, les sportifs ne pouvaient pas se servir des gymnases. Et la salle n'était pas adaptée.

Cette salle, qui sera polyvalente, nous permettra d'accueillir nos seniors pour le repas de fin d'année, dont ils réclament le retour et auquel nous sommes favorables, mais ce sera une autre discussion, les vœux du maire.

Cela pourra aussi servir de salle d'exposition dont nous manquons aussi. Par exemple, pour les beaux-arts, on est obligé là aussi de prendre la salle du Royal qui est très demandée pour plein d'autres choses.

Donc nous avons vraiment besoin de cette salle, et nous avons l'opportunité, avec cette extension par rapport à l'équilibre favorable, de l'obtenir sans que la municipalité ait à engager des crédits, si ce n'est que c'est pris sur des bénéfices éventuels que feraient la SADEV. Si l'équilibre est maintenu, il y a la place de faire cette salle des fêtes sans que cela ne coûte à la ville. Je voulais vous amener cette précision. Quand les choses seront plus précises, bien sûr, on vous présentera le projet, mais c'est quelque chose qui rendra d'énormes services.

Oui, Monsieur Hassan Aoummis.

M. Aoummis : Monsieur le Maire, merci de m'avoir donné la parole. Juste un petit mot, évidemment qui va dans le sens de cette bonne nouvelle qu'est l'achèvement de la ZAC du Port. Un petit rappel, cela a été fait dans le dossier que j'ai lu avec grande attention, relu même à plusieurs reprises, mes souvenirs sont venus à mon esprit, ils m'ont inspiré ceci.

Donc la ZAC du Port s'inscrit dans le cadre du contrat de développement urbain Seine Amont, dont l'aménageur est la SADEV, comme cela a été précisé. Le rapport de la SADEV nous fait état de l'évolution de cette zone concertée depuis ses débuts, cela remonte aux années 90. Le rapport de la SADEV rappelle justement les différentes pérégrinations qu'a connues ce projet important et structurant pour notre ville. Dans ce sens, le rapport rappelle la programmation dont a fait l'objet cette ZAC, qui remonte à 2018/2019. Une mouture multiforme sous l'appellation « Seine Bien-être » a été alors présentée aux habitants du quartier, prévoyant des projets mixtes qui comprennent des logements, un hôtel, des commerces, une résidence pour étudiants, des logements pour les seniors, une crèche, une Maison des sports et une Maison de la santé. Une concertation est lancée le mois de décembre 2018 et prend fin en février 2019. Des rencontres thématiques autour du logement, des locaux durables, mobilité, commerces de proximité, sport, santé étaient alors organisées. Aujourd'hui, c'est une très bonne nouvelle pour les Choisyennes et les Choisyens, ce projet arrive à sa concrétisation.

Bien évidemment, ce rappel dans lequel je fais mention du travail amorcé sous l'ancienne mandature, l'ancienne équipe municipale majoritaire, en étroite collaboration avec la SADEV, n'enlève en rien les efforts actuellement consentis. En la matière, je suis sensible au travail de dé-densification, dont Monsieur Id Elouali a souligné l'importance. Mais aussi à la création d'un espace de rencontre, je dis « espace de rencontre » à défaut d'une dénomination un peu plus précieuse, de 400 m² sur notre ville, c'est très important.

Le fait est que ce projet devait aboutir, et ce, dans l'intérêt de notre ville. Une génération de jeunes habite ce quartier, a grandi dans un environnement encore en friche, offrant le spectacle d'un quartier inachevé. Et c'est vrai, un certain nombre d'habitants, surtout les jeunes, j'avais la délégation de la jeunesse, des jeunes qui me disaient : « Monsieur Aoummis, depuis ma naissance, depuis que je suis né, je passe par ce chemin, et effectivement, je suis dans un espace, un environnement qui n'est pas achevé », et c'est effectivement quelque chose de rédhibitoire. Il est donc grand temps que cette situation prenne fin.

Je souhaite vivement que les engagements des uns et des autres soient tenus pour ensuite passer à l'étape suivante, c'est important pour notre ville : l'achèvement de l'aménagement des bords de Seine. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Aoummis. Je redonne la parole à Monsieur Id Elouali, mais ce que je veux dire, je vais dans votre sens, on peut remonter très loin, on peut remonter à Monsieur Luc et mes prédécesseurs. Je n'ai aucun problème à le dire, j'ai toujours applaudi lorsque les municipalités successives faisaient des choses bien pour notre ville. Je suis avant tout Choisyen depuis 62 ans, j'aime ma ville, et donc je veux ici relever, si vous voulez, je vais dans votre sens, l'exploit qui a été de faire partir les réserves pétrolières, je crois que c'était BP, cela a été un énorme travail qui a duré sur plusieurs années, et cela, parfait, très bien. Cela a été le début, ce qui a mené à l'avènement de cette ZAC.

Aujourd'hui, nous nous trouvons face à des problèmes importants suite à la SADEV, mais même, car nous sommes partenaires, à des problèmes importants que nous vivons avec l'augmentation des taux bancaires, l'augmentation des matières premières, ce qui fait que dans certaines autres villes, les promoteurs, les constructeurs ont renoncé ou remis à plus tard. Pour l'instant, nous tenons, avec à ses débuts les promoteurs engagés, nous tenons pour que cela se réalise. Et dans ce sens, on vous demande de nous accompagner et de voter pour ces points importants pour la ville, comme vous l'avez souligné.

J'espère vraiment que l'on aura cette belle salle qui rendra de multiples services aux Choisyens et aux Choisyennes.

Monsieur Hacène Habi.

M. Habi : Merci. Effectivement, le quartier qui était autrefois des cuves de pétrole a évolué positivement, on ne pouvait pas garder cela en plein milieu de la ville. Donc on ne peut que saluer les actions précédentes.

Cela étant, moi, j'aime bien écouter ce que disent les Choisyens. Les Choisyens, ce qu'ils ont demandé, c'est que l'on arrête de bétonner. Donc ce programme qui va voir le jour, c'est d'émettre des mètres cubes de béton, ce sont des immeubles de très grande hauteur, jusqu'à neuf étages. Ce sont des problématiques de stationnement, nécessairement, quand on met plus de logements, il y a plus besoin de places de stationnement, ce qu'il n'y a pas dans le quartier. Et c'est l'absence de services publics municipaux. Et par là, j'entends un projet qui a été abandonné à tort, que je regrette, que j'aurais aimé voir poursuivre, c'est l'installation d'une école. Parce que lorsque l'on va rajouter 100 ou 200 logements sur le quartier, c'est autant d'enfants qu'il va falloir scolariser. Et où vont-ils aller, ces enfants ? À Langevin-Mandela. Mais à Langevin-Mandela, en face, il y a tout un quartier qui est en construction et qui va également voir apparaître 600 logements de plus. On a enfin Briand-Pelloutier encore à côté qui va continuer aussi de grossir, puisque les lignes électriques haute tension ont été enterrées pour construire du logement.

Donc là, on a quand même une difficulté, on ne peut pas avoir des écoles qui se transforment en usine avec des milliers d'enfants et toutes les difficultés qui vont avec. On a la chance d'avoir encore de disponible du foncier qui n'est pas constructible, il aurait été appréciable de réserver une surface foncière et d'envisager un vrai travail sur l'école. Mais bon, Monsieur Panetta, vous avez fait le choix dès le début du mandat d'enterrer ce projet et de ne pas mener les études nécessaires.

Alors, la salle des fêtes, pourquoi pas... Je me souviens du temps de Monsieur Guillaume, les vœux du maire étaient réalisés à René-Rousseau, cela ne me choquait pas. Je pense

que les gens appréciaient et cela ne gênait pas plus que cela les sportifs. C'était deux jours, trois jours.

Donc voilà, c'était tout ce que j'avais à dire. C'est pour cela que je ne peux pas voter, moi, en faveur de bâtiments supplémentaires s'il n'y a pas de service public qui suit. Merci.

M. le Maire : Pour les vœux qui se passent maintenant à Cachin, pour être au goût du jour, et qui se passaient à Rousseau, je rappelle que c'était deux gymnases, et apparemment, on n'a pas la même écoute des Choisyennes et des Choisyens, je parle sous le contrôle de mon adjoint aux sports, qui régulièrement se plaignaient d'avoir un week-end, lorsqu'il y avait aussi les repas des anciens, quatre jours de suite sans qu'ils puissent utiliser leurs gymnases, et donc ne pas faire de compétitions et d'entraînements. Ce serait un premier point.

Le deuxième point, le plus important, Monsieur Hassan Aoummis vient de le rappeler très justement, cette opération remonte aux années 90 avec des engagements, Monsieur Hacène Habi, des engagements juridiques auxquels le maire actuel, sa municipalité, sa majorité ne peuvent pas se soustraire. C'est-à-dire que pour ma part, si l'on avait émis, il aurait fallu à l'époque imaginer qu'on laisse des prairies, qu'on les cultive, pourquoi pas, mais maintenant, c'est engagé. Si vous étiez à ma place, je constate que vous auriez décidé de stopper ce programme. Eh bien, sachez qu'il en coûterait à la municipalité 25 millions d'euros, donc si vous avez 25 millions d'euros à me trouver, on peut tout envisager. Nous sommes partenaires engagés de la SADEV. Et lorsque nous parlions plus tôt de service public, c'est-à-dire qu'un service public n'a pas lieu à être bénéficiaire, une salle doit être bénéficiaire. Si elle est bénéficiaire, les bénéfices sont partagés avec la municipalité. Mais si ce sont des pertes, elles sont partagées. Et quand je vous parle de 25 millions d'euros, c'était avant la crise qui est venue par égard en Ukraine, il y a eu le Covid et tout cela, l'augmentation des taux et autres. On doit être bien au-delà. Si aujourd'hui on dit : « On arrête, on ne fait plus rien et j'écoute les conseils de Monsieur Hacène Habi », c'est peut-être même 30 millions que la ville devrait sortir. Alors là, où pourrions-nous trouver une telle somme ? Alors que le besoin n°1 en France, cela reste tout de même le logement.

Ensuite, Monsieur Ali Id Elouali pourra vous l'expliquer mieux que moi, nous avons diminué les mètres carrés, nous avons imposé 30 % de pleine terre. Donc nous avons débétonné, Monsieur Hacène Habi, débétonné par rapport au projet initial. On a eu assez de réunions là-dessus, plus le traitement d'eaux de pluie, plus ceci, plus cela.

Quant à votre fameuse école qui m'avait valu votre première démission, parce que j'avais refusé que l'on construise une école au quartier du Port, je vous rappelle que dans cette ville, il y a un démographe qui nous a conseillés, qui était là sous l'ancienne municipalité, et qui était très professionnel, et tout ce qu'il nous a dit s'avère aujourd'hui exact. Et là, je parle sous le contrôle de mon adjoint, Madame Bénédicte Hache, il nous avait dit : « Il n'y a pas besoin de faire d'école dans le quartier du Port ». Et toutes les écoles sont en baisse d'effectifs, nous sommes réduits à fermer même des classes, et cela va des élémentaires au collège, malheureusement.

Et quand vous osez dire que Mandela-Langevin sont des usines ou je ne sais quoi, là encore, on n'a pas la même écoute des parents. Parce qu'il se trouve que ce samedi, il y avait des portes ouvertes pour les cours Oasis, la végétalisation de ces écoles, et cela a été un ravissement pour nous, élus, Monsieur Id Elouali, Sushma, Madame Bénédicte Hache qui était présente. Je ne vous ai pas vu, mais je ne vous en fais pas grief, après tout, voilà, mais pour écouter les Choisyens, il vaut mieux être parmi eux. Et que nous ont-ils dit ces Choisyennes et ces Choisyens ? Ils étaient ravis. Les enfants étaient ravis. D'autres villes sont venues s'inspirer de ce qui est fait à Choisy-le-Roi.

J'aurais dû laisser Monsieur Id Elouali répondre sur ce sujet, mais franchement... Là, je suis assez sidéré, parce que ce qui s'est fait à Mandela, c'est vraiment fantastique. Fantastique. Tout le monde... Je n'ai pas eu une critique, satisfaction la plus totale. D'ailleurs, je crois qu'ici même, cela avait fait l'unanimité ou pas loin, je ne sais pas, la création des cours Oasis, la végétalisation des écoles. Déjà, il n'est pas trop tard, j'invite chacune, chacun à aller visiter les écoles. Le travail réalisé, franchement, c'est formidable, et il y a un changement parmi les enfants qui se sont accaparé ces potagers, etc., tous ces lieux. Ce sont des petits maîtres d'œuvre, c'est une autre façon de voir une cour d'école.

Oui, Monsieur Hacène Habi.

M. Habi : Je vous laisse à votre autosatisfaction. Moi, je vous invite à consulter les membres du conseil des écoles qui remontent régulièrement à Langevin-Mandela des problématiques. Moi, je ne parlais pas des cours d'école, je parlais des classes, de ce que l'on propose aux enfants, et pas uniquement au cours de récré. Mais je vous laisse à vos appréciations, et en termes de chiffre, je vous laisse également à vos appréciations.

M. le Maire : Il se trouve que nous avons les représentants au conseil d'école, mais peut-être que Madame Hache... Alors, est-ce que j'ai dit que tout était parfait ? Dans toutes les écoles du monde, il y a toujours des petits soucis à régler. Peut-être qu'ici et là, il y a des choses à régler. Ce que l'on peut certifier, nous étions au moins six sur place, c'est qu'aucun parent ne nous a remonté, pourtant, c'était l'occasion, il y avait l'adjointe à l'éducation, la culture, il y avait le maire, il y avait Monsieur Hacène...

Tu ne m'en veux pas ? Monsieur Ali Id Elouali était présent. C'était l'occasion de remonter toutes ces autosatisfactions, et je peux vous dire que les Choisyennes et les Choisyens ne se gênent pas pour nous interpellier lorsque quelque chose ne va pas, parce qu'il y a aussi des choses qui ne vont pas et qu'il nous appartient de régler.

Donc Madame Hache sera attentive et me remontera, il se peut qu'il y ait des soucis dans les classes et qu'ils ne nous l'aient pas dit, mais peut-être qu'ils sont minimes. S'ils sont importants, je vous invite aussi, c'est peut-être pour cela qu'ils étaient plutôt satisfaits, à visiter la cantine qui était d'une beauté, équipée contre le bruit, avec un self-service où les enfants sont ravis, où ils peuvent choisir ce qu'ils veulent manger, etc.

Si vous voulez en dire un mot, Madame Hache, parce que je ne veux pas monopoliser la parole, mais voilà. Maintenant, je ne dis pas qu'il n'y a pas un problème ici ou là, je ne pense pas qu'ils soient de nature tellement importante, parce que je pense vraiment qu'ils en auraient profité pour nous en parler. Cela dit, je vais contrôler ce que vous dites, on y va régulièrement. Donc, mes agents qui siègent là-bas, à Mandela et à Langevin, je vais leur demander d'être très attentifs.

Il y a aussi, excuse-moi, Walid, tu étais aussi présent sur place, il a pu aussi se rendre compte. C'est l'adjoint au maire du quartier, quartier sud, est-ce que tu peux nous dire ce qu'il en est, s'il y a des remontrances ? Non, il n'y a pas...

Brouhaha

Mais cela, pour nous, tout ce qui touche l'enfant est prioritaire, comme cela l'était pour mes prédécesseurs, et nous continuons cette politique. Je peux même dire, ce n'est pas du tout un reproche, nous l'amplifions, nous venons de le démontrer. Nous l'amplifions. L'enfant sera toujours une priorité à Choisy-le-Roi. On va peut-être procéder... Oui, Madame ?

Mme Fourniaud : Ce n'est pas à l'ordre du jour, mais comme vous en parlez, je pense qu'il faut faire quand même la différence entre la végétalisation des cours contre lesquelles... Je pense, tout le monde est d'accord pour végétaliser les cours.

J'avais une première question, finalement, tout se passe à Mandela, donc ? C'est la végétalisation des cours Mandela, l'installation du self Mandela, bon, c'était la petite... Je me posais la question de savoir pourquoi cette école avait été particulièrement choisie. Madame Hache pourra répondre.

Je pense que vous faites un amalgame entre les effectifs dans les classes, il me semble que c'était plus ce que voulait dire Monsieur Hacène Habi et, là, je pense que vous n'avez peut-être pas besoin que les parents vous interpellent le jour de la fête à Mandela. De toute façon, ce n'est pas de votre ressort, puisque c'est du ressort de l'Éducation nationale. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il y a peut-être trop d'élèves dans les classes. Cela, c'est autre chose, mais c'est parce que vous faites l'amalgame entre les effectifs et le satisfecit, que vous avez raison d'avoir, d'avoir végétalisé une cour.

M. le Maire : J'ai juste dit que les effectifs sont en baisse, cela c'est factuel, ce sont les chiffres, je n'y peux rien. Cela étant, qu'ils soient trop dans les classes, c'est comme vous dites...

Mme Fourniaud : Faites un petit tour dans les REP de Choisy, et vous verrez si les effectifs sont en baisse.

M. le Maire : Mais qu'il y ait des classes...

Mme Fourniaud : Et je pense que Madame Hache partage tout à fait ce que je dis.

M. le Maire : Qu'il y ait des classes, peut-être, qu'il y ait une réorganisation, mais comme vous le dites, ce n'est pas le ressort du maire, de la municipalité, c'est l'Éducation nationale. Et nous, on se bat. En revanche, il y a une classe où l'on est obligé de constater... Qu'est-ce que vous voulez, si dans une école, les enfants ont baissé, mais je donne la parole à Madame Hache. Et il n'y a pas que Mandela, on a fait des végétalisations dans d'autres écoles qui ont servi de pilotes. Il n'y a pas que cela, mais on a choisi la plus importante, déjà, pour commencer.

Mme Hache : Je vais revenir sur deux ou trois choses qui ont été dites, et sur deux ou trois questions qui ont été posées. Effectivement, la végétalisation des cours d'école, cela a commencé par la maternelle Casanova. Ensuite, on a deux cours d'école dans les QPV, donc l'élémentaire Mandela et l'élémentaire Langevin qui, effectivement, apportent satisfaction à l'ensemble des personnes qui utilisent ces écoles, donc les enfants en premier, et ensuite les équipes éducatives, bien sûr.

En ce qui concerne le self dans les écoles, on a le réfectoire Langevin-Mandela, puisque c'est le même réfectoire, qui est effectivement, depuis la rentrée, installé comme un self. L'autre école, c'est l'école élémentaire Cachin, donc il n'y a pas que Mandela, il y a aussi Cachin. Ce sont ces deux réfectoires qui ont été choisis, parce que c'était un accord avec ELIOR parce que ce sont les deux plus gros réfectoires de la commune.

Les retours que nous en avons sont plutôt très positifs sur l'autonomie des enfants, vraiment, c'est quelque chose, notamment pour les CP, c'est une satisfaction pour les animateurs, les encadrants, les personnes qui gèrent la pause méridienne. C'était un défi, parce que c'est quelque chose de nouveau sur Choisy, en tout cas, les retours sont positifs. Et même dans la quantité de la nourriture, parce que les enfants mangent, ils mangent tout, c'est-à-dire

qu'ils ont la possibilité de dire « un peu plus », « un peu moins », pour leurs assiettes, et du coup, ils mangent à leur faim. En termes de gaspillage alimentaire, on s'améliore.

Ensuite, concernant les effectifs, comme le disait Monsieur le Maire, comme vous le savez tous autour de cette table, effectivement, c'est l'Éducation nationale qui décide de fermer ou d'ouvrir une nouvelle classe. On pourrait regretter qu'avec la baisse démographique, ils décident quand même de fermer des classes. Je suis comme vous, j'aurais effectivement préféré que l'on garde le même nombre de professeurs des écoles et que l'on puisse avoir des classes avec des effectifs moindres dans les écoles. Mais cela, malheureusement, la municipalité ne peut pas y faire grand-chose. On se bat quand même pour obtenir, quand une fermeture est envisagée, on se bat pour qu'elle ne ferme pas. Sur la maternelle Cachin, sur la maternelle Casanova aussi, on a obtenu que cela ne ferme pas. En revanche, parfois, malheureusement, il y a des combats que l'on ne peut pas mener. À l'heure actuelle, pour la rentrée 2023, on a eu une fermeture d'une classe à Nelson-Mandela et une fermeture d'une classe à la maternelle Langevin.

M. le Maire : Merci, Madame Hache. Mais bon, comme je vous l'ai dit, c'est une priorité pour nous, nous serons attentifs. S'il y a des soucis auxquels la municipalité peut remédier, ce sera fait. Mais d'ailleurs, je vous invite à nous en remonter, il n'y a pas de souci, parce que nous avons eu effectivement des problèmes à régler et nous les avons réglés. Donc s'il y en a qui nous ont échappé ou que des parents... et que vous en avez connaissance, aucun problème, nous serons réceptifs et nous le ferons. C'est d'ailleurs une fierté à Choisy-le-Roi, et j'en suis fier, parce que moi-même j'ai fait mes longues études à Choisy-le-Roi, CP, CM1, CM2...

Cela a toujours été une priorité, et ce sera toujours ainsi. Donc s'il y a vraiment un domaine où on ne discute pas, ce sont les écoles et l'enfant.

Je vous propose de passer au vote, parce que moi-même, j'ai mis un coup de canif à ce que je vous ai dit au début de la séance. On s'y est tous mis, donc maintenant, on va revenir et l'on va en venir au vote.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Alors, il y a deux abstentions... Non, il y a quatre abstentions, et le reste voilà. Quatre abstentions, merci.

Vote de la délibération n°7

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, , DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 4, BRULANT Marina, LAJILI Yamina, HABI Hacène, OZCAN Canan,

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°7 est adoptée à la majorité

→ **9. Approbation du CRACL 2022 de la ZAC des Hautes Bornes**

M. Le Maire : Le point 9, allez-y, Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. On est toujours dans le chapitre des CRACL. Celui-ci, il concerne la ZAC des Hautes Bornes pour l'année 2022.

Depuis 2012... Cette ZAC est moins ancienne que la ZAC du Port, je dis juste que la ZAC du Port est la plus ancienne des ZAC portées par la SADEV, juste pour vous donner un petit ordre. C'est juste que je mets en perspective les deux. Donc celle-ci, elle est relativement récente, elle date de 2012.

SADEV est l'aménageur de la ZAC des Hautes Bornes depuis 2012. La ZAC des Hautes Bornes a permis la construction :

- Sur six hectares de logements collectifs sociaux, soit 39 % de la surface,
- Des logements en accession,
- 49 %, des activités commerciales et économiques,
- Une zone franche urbaine, une ZFU,
- Enfin, un équipement sportif polyvalent, en l'occurrence le gymnase MIA.

Donc il n'est plus prévu, ce sont des faits marquants de ce CRACL, d'acquisitions foncières jusqu'à la fin de la concession d'aménagement.

Et pour 2022, on peut noter que les travaux du lot 6, les 30 logements en accession, dernier lot à partir en travaux sur la ZAC, situé à l'impasse Rosa Parks, ont débuté à l'été 2020 et se sont achevés en mars 2022.

Sur les espaces publics, SADEV a finalisé ses interventions aux abords des derniers lots en 2022.

Voilà pour les faits marquants concernant le CRACL de l'année 2022 portant sur la ZAC des Hautes Bornes.

Il est demandé au Conseil municipal de donner un avis favorable à ce compte-rendu d'activité de la ZAC pour l'année 2022, et d'inviter le Conseil du territoire Seine Bièvre à délibérer. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Je vais donner la parole, on a sauté le point 8, nous allons le reprendre tout à l'heure. Ce n'est pas grave, l'important, c'est de le faire. On a fait les CRACL.

Y a-t-il des observations sur le CRACL Hautes Bornes ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Non plus. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°9

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRAANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité

→ 8. Autorisation accordée au Maire de signer l'acte de modification à l'état descriptif de division en volumes de l'ensemble immobilier sis 51 Avenue Victor Hugo et 1 rue Médéric

M. le Maire : Nous en venons au point n°8 qui nous sera présenté par Monsieur Frédéric Druart. À toi, Fred.

M. Druart : Bonsoir à tous, merci, Monsieur le Maire. Donc la société LOGIREP envisage de procéder à la vente aux occupants de 31 logements répartis sur deux bâtiments, qui sont situés aux 47 et 47 bis avenue Victor Hugo, sur les parcelles cadastrées AM-127 et AM-128.

Or, un des bâtiments est effectivement implanté à cheval sur la parcelle cadastrée AM-125, donc les deux covolumiers, c'est comme cela qu'on les appelle, donc la société LOGIREP et la commune de Choisy-le-Roi, vont effectuer une superposition des deux régimes volumétriques et parcellaires pour faire coïncider ce qui est construit avec les parcelles, et ainsi sortir la parcelle cadastrée AM-125. Dans les documents joints, vous voyez un petit peu le process.

Ces modifications sont donc nécessaires pour ainsi former la prochaine copropriété avec les logements rendus. Donc les deux covolumiers vont donc signer un acte notarial. Je vous en remercie.

M. le Maire : Merci. Cela va dans l'intérêt des locataires, c'est pour cela que cela a été fait. Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Oui, d'abord parce que cette délibération, même si elle nous est présentée et qu'elle est extrêmement technique, il s'agit de division volumétrique, de changement de parcelle, etc., est une décision politique de la municipalité de Choisy-le-Roi sous l'impulsion de LOGIREP. Donc il y a un moment, il faut qu'on se dise les choses, au moins en Conseil municipal. Ce n'est plus retransmis, mais qu'au moins on se les dise.

LOGIREP veut supprimer 31 logements publics sociaux, et pour pouvoir faire cela, il a besoin du concours de la ville via cette décision de modification volumétrique, et la ville de Choisy a décidé de lui dire banco. Excusez-moi, mais... Je veux finir, Monsieur Druart, je vous remercie. Ne soyez pas impatient, vous allez pouvoir vous lâcher après.

À l'arrivée, c'est 31 logements sociaux qui disparaissent, quand bien même, ce qui m'a été répondu en Commission, les choses se feraient pour les occupants, via une accession sociale à la propriété. À la fin, ce sont bien 31 logements sociaux qui auront disparu si, dans un monde idéal, les 31 occupants de logements sociaux à Choisy-le-Roi avaient la capacité d'acheter un bien à Choisy-le-Roi, les 31, je parle bien, ce qui d'évidence ne sera pas le cas.

Pourquoi ce ne sera pas le cas ? Parce que d'abord, on sait bien que les habitants des logements sociaux sont souvent ceux qui, évidemment, rencontrent des difficultés à l'achat, parfois même jusqu'à l'achat en accession sociale à la propriété. Il ne faut pas raconter d'histoire. Ensuite, parce que nous sommes dans la période où nous sommes en ce qui concerne l'immobilier, notamment avec les taux de crédits bancaires qui sont pratiqués aujourd'hui, dont on sait d'ailleurs que tout le monde s'en plaint et qu'ils font échouer des projets de vie aux quatre coins du pays et de la planète, de vente, d'achat, de travaux. Voilà, c'est cela, la réalité.

Or, c'est bien à ce moment-là, dans ce cadre-là, que vous demandez au Conseil municipal, par une voie légale, pas de problème, il n'y a pas de souci, d'accepter qu'il y ait donc 31 logements sociaux qui soient supprimés à terme, même dans la meilleure des configurations, et qu'ils, en plus, soient proposés à des gens qui malheureusement, très probablement, ne pourront pas répondre positivement à la proposition de vente qui leur sera faite, donc, à plus ou moins long terme, vont être invités à quitter les lieux une fois la vente engagée. Dont on sait que les loyers aujourd'hui, lorsqu'on est relogé dans un nouveau logement, cela veut dire nouveau bail, et qu'il y a une augmentation systématique du loyer, mais sur laquelle vous n'y pouvez rien, ce sont des mécanismes qui ont lieu quoi qu'il arrive.

Donc évidemment, face à cela, pour notre part, on ne se raconte pas d'histoire, nous sommes clairs là-dessus, destruction de logements sociaux, c'est non. Ce projet très précisément, nous pensons que concrètement, cela va mettre 31 occupants dans une situation extrêmement difficile, en tout cas une bonne partie d'entre eux.

À partir de là, nous ne pouvons pas faire autrement que de voter contre cette modification, qui pour avoir l'air très technique, à la fin, aboutit de manière très concrète dans la vie quotidienne d'au moins 31 occupants de logements.

M. Druart : Monsieur Guillaud-Bataille...

M. le Maire : Monsieur Druart va vous répondre.

M. Druart : Monsieur Guillaud-Bataille, oui, la municipalité veut enclencher ce que l'on appelle l'accession sociale à la propriété. C'est une opportunité qui n'existait pas à Choisy-le-Roi, que nous avons faite depuis 2020, je tiens à le préciser.

En l'occurrence, pour ce programme, pour ces deux bâtiments, LOGIREP avait déjà fait une réunion publique la semaine dernière pour présenter les choses auprès des locataires. 50% des locataires étaient représentés, déjà. Les logements seront mis en vente aux locataires présents à un prix très intéressant, 25 % en dessous du prix du marché. Des locataires sont intéressés. Il ne faut pas l'oublier, ce n'est pas parce que des gens sont dans des logements sociaux qu'ils rencontrent forcément des difficultés à acheter. Ils vont pouvoir, il y en a qui peuvent acheter, il y en a qui évoluent dans leur carrière. Ils vont pouvoir acheter, ils ont déjà pris rendez-vous avec la conseillère de LOGIREP, donc cela avance.

Oui, cela va se vendre petit à petit, on ne met pas les gens dehors, je le rappelle, c'est hors de question, c'est prévu comme cela, c'est la loi. Ils vont pouvoir rester jusqu'à ce qu'ils décident de partir. C'est pour cela que ce genre d'opérations prend 10, 15, 20, 25 ou 30 ans. Oui, LOGIREP peut être copropriétaire d'un seul lot dans la nouvelle copropriété, ce n'est pas grave, cela marche comme cela. Qu'est-ce que j'allais dire aussi ? Je pense que c'est bon.

M. le Maire : Oui, Monsieur Druart. Vous voyez, là, c'est bien ce qui nous différencie, Monsieur Guillaud-Bataille... Je vous donne la parole. Allez-y, puis je répondrai.

M. Balias : C'est juste un complément, du coup, dans ces immeubles à côté, il y a 120 logements d'étudiants. Quel est leur sort ? C'est déconnecté ? Qu'est-ce que fera LOGIREP sur les logements autres qui étaient ceux qui étaient destinés aux jeunes, qui étaient en haut du petit marché des Gondoles ?

M. le Maire : Ils vont rester dedans.

M. Balias : Je vous pose la question.

M. le Maire : Je vous réponds ce que vient de vous expliquer Monsieur Druart.

M. Balias : D'accord.

M. le Maire : Et les gens qui ne veulent pas profiter de l'opportunité...

M. Balias : Non...

M. le Maire : Ou qui ne pourraient pas, restent, contrairement à ce que vient d'affirmer Monsieur Guillaud-Bataille. Je ne sais pas où il prend ses informations. Oui, Monsieur Druart vous a répondu, mais je réappuie sur sa réponse, c'est une opportunité exceptionnelle pour les gens. On a beaucoup de demandes. Ils ont l'opportunité de devenir propriétaires à un coût 25 % inférieur, mais ceux qui ne pourraient pas ou qui ne veulent pas, ils restent logés sur place. Personne ne sera dehors. Où avez-vous été chercher cela ?

M. Balias : Je ne vous ai pas...

M. le Maire : Je ne parle pas de vous, je parle de Monsieur Guillaud... Je réponds. Bien sûr.

M. Balias : Ma question, je l'ai peut-être mal exprimée, il y a 31 logements, cela, j'ai bien compris, mais il y avait aussi des logements étudiants, donc 120.

M. le Maire : Oui, c'est un autre bâtiment qui n'est pas concerné.

M. Balias : D'où ma question.

M. le Maire : Il y a deux bâtiments, voilà.

M. Balias : Ma question...

Brouhaha

M. le Maire : J'ai compris, laissez-moi répondre. Il y a deux bâtiments, celui où vivent les étudiants n'est pas concerné.

M. Balias : Vous m'avez apporté une réponse, donc je suis effectivement ravi de savoir qu'ils ne sont pas...

M. le Maire : Laissez-moi compléter ma réponse, s'il vous plaît.

M. Balias : Allez-y.

M. le Maire : Il y a un bâtiment qui n'est pas concerné, et je réponds doublement. Celui qui est concerné, personne ne sera mis dehors. C'est seulement une opportunité, et qui correspond, oui, à notre politique. Nous sommes pour l'ascenseur social. Le rêve de 70 % des Français, n'en déplaît à ceux qui avaient écrit il y a longtemps que c'étaient les préceptes de notre philosophie, Monsieur Guillaud-Bataille, ils avaient écrit : « La propriété est une escroquerie ». Vous pouvez le vérifier, je sais que vous aimez bien les textes. Eh bien, non. C'est le rêve de 70 % des Français. Mais cela reste le rêve des 70 % de Français. Et si moi, l'État ou nous, nous pouvions aider pour que 100 % des Français soient propriétaires, je signe tout de suite.

Nous avons dit que l'on va mettre en route l'ascenseur social, et pas que sur le logement. Nous, on ne se complaît pas de voir des gens qui sont, effectivement, qui ne sont pas à l'abri d'augmentation de charges. On ne se complaît pas à cela. Donc en étant propriétaires, ils pourront faire bloc contre cela. Et c'est une opportunité importante pour eux, c'est ce que je dis, moi, aux jeunes. On a 20 ans, un jour, on se réveille, on en a 50, 60. Et le samedi, encore samedi prochain, je vais recevoir cinq personnes, trois sur cinq vont me parler de logements. Ils sont dans des situations à ne plus pouvoir payer leur loyer, par exemple. C'est du Zola, et cela me fait beaucoup de peine.

Et je veux... Madame, si on pouvait se respecter, hein ? Et c'est la différence entre vous et nous. Nous, nous sommes pour l'élévation sociale. Nous sommes pour aider les gens au maximum. Ce n'est pas parce qu'aujourd'hui, ils sont dans un HLM qu'ils y sont contraints à y rester toute leur vie. Et je ne critique pas du tout d'être en HLM, mais je sais que la plupart veulent en sortir, il faut les aider à en sortir.

Vous savez ce que j'ai proposé ? Il y a des sénatoriales dimanche, et bien j'ai proposé aux sénateurs, et d'ailleurs, un petit rappel, c'est obligatoire, sinon, on a 135 euros, et puis surtout, cela ferme à 17 h 30 et pas à 20 h 00 comme les autres élections. Voilà, je fais un petit point. Donc ce que je viens de proposer aux sénateurs, aux députés, tous ceux qui votent des lois, moi, j'aimerais qu'une loi soit votée, c'est que des gens qui sont restés 30 ans, 35 ans, 40 ans dans un HLM, eh bien, lorsqu'ils arrivent à la retraite, l'appartement leur appartienne parce qu'il est largement amorti, et qu'ils ont largement payé. Et j'appelle de mes vœux qu'une loi comme cela existe. Parce que lorsqu'on arrive à la retraite avec des salaires qui diminuent, et que l'on a toujours un loyer à payer, c'est là que les problèmes se multiplient. Je reçois ces personnes. Il y a de nombreuses personnes, beaucoup plus que ce que l'on pourrait penser, qui, toute leur vie, payent un loyer dans un HLM pendant 40 ans. Ou au minimum, lorsqu'il arrive à la retraite, c'est qu'il ait l'usufruit gratuit de l'appartement. Que l'on fasse des lois.

Vous savez, le logement, on est dans le logement, le logement, on nous dit que c'est une grande cause nationale, ce n'est pas vrai. En mots, on nous dit que c'est une grande cause nationale, ce n'est pas vrai. Il y a énormément à faire sur le logement, que ce soit en accession à la propriété, en accession sociale, à la possibilité des personnes d'avoir du logement.

On va s'éloigner encore une fois de l'ordre du jour, bien qu'on parle d'une délibération qui porte sur le logement, mais nous ne sommes pas d'accord avec votre analyse. Mais surtout,

je tiens à rassurer, personne n'est mis dehors. Ils ne sont pas obligés d'acheter. Mais la majorité veut acheter. Alors, le pourra-t-elle ? On fera le maximum pour les accompagner, pour qu'ils puissent le faire, mais ceux qui n'y arriveront pas, ils resteront. Ils ne seront pas mis dehors. Mais ceux, et il y en a quand même beaucoup qui se sont proposés, et il y en a qui vont y arriver, c'est une chance extraordinaire pour eux. Parce que s'ils n'avaient pas cette décote de 25 %, là, c'est sûr qu'ils ne pourraient pas acheter.

Voilà. Moi, je serais ravi que vous la votiez, parce que cela va vraiment dans le sens des personnes, du logement et du social.

Madame Benkahla.

Mme Benkahla : Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs. J'avais juste une question, peut-être que cela a été énoncé dans votre exposé, les personnes qui restent dans leur logement, j'imagine que ceux qui souhaitent accéder à la propriété avec -25 %, c'est une bonne chose, là-dessus, on ne peut pas être contre le souhait des gens de devenir propriétaire, nombre d'entre vous le sont, donc pourquoi pas ceux qui sont en logements sociaux. Simplement, ceux qui restent dans les appartements parce que leurs finances sont très minimales et qu'ils ne pourront pas procéder et obtenir un prêt, est-ce que leur loyer risque d'augmenter à terme ? C'était juste ma préoccupation.

M. le Maire : Monsieur Druart vous répond.

M. Druart : Merci pour la question. LOGIREP reste propriétaire des logements non vendus, donc il n'y aura pas d'augmentation de loyer soudaine, il n'y aura qu'une révision indiciaire comme de coutume.

Je voulais rajouter quelque chose par rapport à ces bâtiments qui vont être mis, qui sont déjà même mis en vente. Il y a de gros travaux qui seront effectués de ravalement de façade, et pas que du cache-misère, ce sont de gros ravalements de façade. J'ai veillé personnellement à ce que certains travaux soient faits, donc j'ai vraiment eu l'œil très attentif sur ces travaux, donc ce sera impeccable. C'est comme du neuf. Franchement, j'étais très ravi de tout ce qui allait être fait. J'ai même rajouté des choses par rapport à la vidéosurveillance, tout cela. Ce sont des choses très importantes.

Et on parlait de 31 logements. Moi, je vais dire, il n'y a pas que 31 logements en vente en accession sociale actuellement à Choisy-le-Roi. Alors, fin 2020, il y en avait 220, vous en rajoutez 31. C'est en cours, cela prendra le temps qu'il faudra, mais c'est en cours. Voilà. Notre marche... voilà, merci.

M. le Maire : S'il vous plaît, Monsieur Guillaud-Bataille, je vais donner la parole à Madame Lajili.

Je voudrais rajouter, effectivement, merci d'avoir précisé ce point, c'est qu'ils ont la chance d'acheter avec une décote de 25 %, mais en plus, ils vont avoir, lorsque l'on sait ce que coûte un ravalement, un ravalement neuf qui ne va rien leur coûter puisqu'il a été voté, financé, pris en charge par LOGIREP.

Et vous savez ce que je souhaiterais, moi ? C'est que les locataires de ces logements soient prioritaires, mais que l'on puisse garder les mêmes conditions pour tous les autres Choisyennes et Choisyens qui auraient des revenus trop faibles pour acheter plein pot un appartement. Voilà sur quoi il faudrait aussi travailler. C'est que si les 30 qui sont mis en vente ne trouvent pas preneur, qu'on laisse l'opportunité aux mêmes conditions, après une priorité donnée aux locataires, à d'autres Choisyennes et Choisyens d'acheter dans les mêmes conditions. Et l'on va se battre pour cela, voilà.

Madame Lajili, puis c'est Monsieur Guillaud-Bataille qui voulait reprendre la parole.

Mme Lajili : Pour faire court, du coup, moi, je ne suis pas aussi contre l'accessibilité à la propriété, au contraire, pour ceux et celles qui le souhaitent, c'est une bonne chose. Mais moi, pour parler de ce bâtiment précisément, quand Monsieur Druart dit qu'il va y avoir des travaux réalisés là-bas, je voulais savoir quelle est l'ampleur de ces travaux parce que j'y étais, j'ai visité, j'ai vu un petit peu les plaintes de ces personnes à l'intérieur qui vivent dans des conditions... Ils se sont déjà plaints. Donc au niveau, à l'extérieur, les places de parking, et surtout l'isolation, parce qu'il y a un marché en bas, donc il y a des factures incroyables au niveau de l'électricité. Est-ce que tout cela, cela va être réalisé ? J'aimerais bien savoir l'ampleur des travaux, parce que si tout le monde est enchanté...

M. le Maire : Monsieur Druart vous répond.

M. Druart : Merci, Monsieur le Maire. Madame Lajili, là, vous parlez du bâtiment qui est au-dessus du marché des Gondoles. Des travaux aussi seront réalisés au niveau de l'isolation, au niveau de la toiture, parce qu'il y a des ponts thermiques qui ont été décelés, et tout cela va être refait. Il y aura des travaux encore plus conséquents que sur les deux bâtiments en vente. Les problèmes de sécurité, vous en avez parlé, je sais que vous avez visité un appartement que l'on vous avait proposé à cet endroit-là, je voulais tout simplement dire que tous ces problèmes vont être résolus. Les travaux vont être faits en conséquence.

Mme Lajili : Et d'ailleurs, Monsieur Druart, s'il vous plaît, je voulais quand même vous demander, parce que ce n'est pas la première fois que vous commettez ces erreurs-là, respectez la vie privée des autres. Je ne me suis pas étalée sur la question...

M. le Maire : S'il vous plaît.

Mme Lajili : Je parle en tant qu'élue, je parle en général, donc.

M. le Maire : Madame Lajili.

Mme Lajili : Ne donnez pas ma vie privée ici, que j'ai été visité, etc.

M. le Maire : Vous pouvez...

Mme Lajili : Si vous voulez changer de profession et devenir agent immobilier, vous pouvez...

M. le Maire : Madame Lajili.

Mme Lajili : Mais ne donnez pas ma vie ici. Merci.

M. le Maire : Je vous demande de fermer votre micro. C'est vous, Madame, qui avez dit que vous aviez visité cet appartement. Alors, n'en voulez pas à Monsieur Druart, franchement, on a bien d'autres soucis que votre vie privée. Et ce n'est pas honteux de visiter un appartement... Bon. Évitez, vous, à ce moment-là, de faire référence à des actions de votre vie privée. Vous avez dit que vous étiez allée visiter. C'est vous qui avez dit que vous étiez allée visiter. On en reste là. Monsieur Druart n'y voit aucun mal, c'est tout, il n'a fait que confirmer le fait que vous aviez visité, c'est tout.

Il vous a répondu que des travaux, d'ailleurs je crois qu'un permis est déposé, où là aussi, il y a des travaux de toiture, parce que malheureusement sur toute la ville et sur toute la France, il y a des logements qui ont besoin d'être refaits. Je ne citerai que la fameuse résidence avenue du Lugo où je me bats avec les locataires, où je pense que nous allons

finir par trouver une solution, où rien n'a été fait depuis 30 ans, qui sont dans un état catastrophique et scandaleux. Ils sont bien heureux de l'appui qu'on leur apporte, parce que je pense que l'on va pouvoir dénouer cette situation. Et l'état de certains logements, à cause de certains bailleurs, bien sûr, il est complètement... Mais LOGIREP, en l'occurrence, va effectuer ces travaux, va faire ces rénovations. Beaucoup se sont exprimés, il peut y avoir là une différence fondamentale. Nous sommes pour que...

Alors, Monsieur Guillaud-Bataille, allez-y. Une dernière intervention.

M. Guillaud-Bataille : Oui, d'abord, Monsieur le Maire, je ne sais pas où vous êtes allé chercher « La propriété est une escroquerie », je serais très intéressé de connaître l'auteur.

M. le Maire : Oui, je vous donnerai l'auteur.

M. Guillaud-Bataille : Oui, parce que moi, je connaissais « La propriété, c'est le vol », et c'est de Proudhon, mais pour le coup, c'était un opposant à Marx. Quant à ce qui est de la propriété privée, qui est condamnée par Marx et les communistes, je vous invite à lire le manifeste...

M. le Maire : S'il vous plaît, revenons... C'était juste une petite remarque. Revenons... S'il vous plaît.

M. Guillaud-Bataille : Ce n'est pas très long, et cela parle de la propriété privée et des moyens de production. Mais je reviens sur notre... Et donc pas sur la propriété privée des logements. Voilà, donc juste en passant, puisque vous avez voulu faire des allusions, allons-y.

Donc je ne laisserai pas Monsieur Druart, ni vous d'ailleurs avant, laissez faire croire que nous sommes opposés à l'accession sociale à la propriété. Non, non. Nous sommes contre la destruction de logements sociaux via un dispositif pour masquer les choses et essayer de faire croire que l'on est préoccupé par le social, d'accession sociale à la propriété. Si demain, vous venez nous proposer une opération de construction avec de l'accession sociale à la propriété, nous applaudirons.

M. le Maire : Ce ne sera pas le cas à Choisy. Vous voyez ? Vous êtes satisfait ? Ce ne sera pas le cas à Choisy.

M. Guillaud-Bataille : De quoi ?

M. le Maire : Que l'on propose un immeuble de logement social. Et là, je vous invite...

M. Guillaud-Bataille : Non, en accession sociale à la propriété. Il faut vraiment...

M. le Maire : Ah, en accession sociale, très bien.

M. Guillaud-Bataille : Il faut vraiment que vous essayiez d'écouter ce que l'on dit, et pas ce que vous avez envie d'entendre.

M. le Maire : Cela va être le cas bientôt.

M. Guillaud-Bataille : Nous en serons très contents, même si nous nous réservons le fait de dire que c'est dommage de ne pas faire plus de mixité complète.

Bref, tout cela pour dire que ce que nous voulons, ce pour quoi nous allons voter contre, ce n'est pas le dispositif d'accession sociale à la propriété. Nous ne pouvons pas vous laisser

faire croire, comme vient de le faire Monsieur Druart en nous disant : « Il y en a 220, vous parlez de 31 ». Non, ce que nous dénonçons, ce pour quoi nous allons voter contre, c'est la transformation et donc la destruction en tant que logements sociaux de 31 logements sociaux pour en faire des logements privés, quels qu'en soient les acquéreurs à la fin. C'est ce que nous dénonçons. Nous disons en plus nos réserves, voilà.

Enfin, quand même un petit mot, Monsieur le Maire, vraiment, si l'on pouvait arrêter des allusions aux comportements et aux vies personnelles des uns et des autres...

M. le Maire : Je suis tout à fait d'accord.

M. Guillaud-Bataille : Ce serait, je crois, le meilleur moyen de pacifier nos échanges.

M. le Maire : Tout à fait d'accord, Monsieur Guillaud-Bataille, ce n'est pas moi qui ai mis cela sur le tapis.

Pour en finir, vous avez votre analyse de votre vote, j'en ai une différente. Moi, je suis désolé, je reste sur ce que je dis, pour moi, vous votez contre une délibération qui porte sur l'accession sociale à la propriété. Parce que si l'on devait attendre de pouvoir construire, avec toutes les contraintes que nous avons aujourd'hui, où même les promoteurs ne construisent plus les immeubles d'accession sociale à la propriété, les personnes qui espèrent devenir propriétaires à des coûts où ils puissent y prétendre, on peut attendre un certain temps. Parce que si vous voulez, ce n'est pas facile à ce que des personnes acceptent de vendre des logements 25 % en dessous du prix, donc c'est une opportunité importante.

Je respecte votre analyse, c'est votre perception, ce n'est pas la nôtre. Nous estimons que nous offrons une opportunité sociale importante et attendue aux Choisyennes et aux Choisyens. Après, que chacun se détermine, c'est la démocratie, cela me va très bien.

Alors, on va passer au vote, parce que l'on a encore d'autres points à faire. Y a-t-il des votes contre ? Excusez-moi, mais si vous pouviez bien lever... Je vous assure que de loin, on ne voit pas bien. Il y a 4 contre, c'est cela ? Merci. Des abstentions ? Alors... 6, très bien. 6 abstentions, et 4 contre. C'est bien cela ? Merci à vous.

Vote de la délibération n°8

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, AOUMMIS Hassan, ESSONNE MENGE Terence, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 4, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BENKAHLA Malika.

Se sont abstenus : 6, BRULANT Marina, LAJILI Yamina, HABI Hacène, OZCAN Canan, BALIAS Thierry, LEMOINE Nathalie.

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°8 est adoptée à la majorité

PRÉVENTION SÉCURITÉ

→ 10. Mise en place d'une tarification pour le remboursement du coût de transport et de la prise en charge des cas d'ivresse publique et manifeste

M. le Maire : Le point suivant. De quoi s'agit-il ? C'est très simple.

Ce qu'il faut savoir, c'est que lorsque des gens, que ce soit sous le coup de l'ivresse, d'ailleurs, où que ce soit sur des choses plus violentes, des agressions et autres, ce qu'il faut savoir, c'est que le policier municipal doit emmener la personne au commissariat où il va passer près de deux heures, il doit l'emmener ensuite soit à l'hôpital pour contrôler qu'il n'ait pas subi de violences, soit au centre spécialisé à Créteil. Ce qui veut dire que lorsqu'un policier municipal arrête une personne pour un délit plus ou moins grave, il est indisponible pendant quatre heures. Donc nous avons mis au point des frais de transport, c'est autorisé par la loi, pour la personne que l'on transporte, etc., paie une amende. On n'est pas dupe, bien sûr que la plupart, sûrement, ne vont pas payer ou peut-être pas, mais nous voulons au moins essayer, comme le disait... « Il vaut mieux prévoir que guérir ».

Nous travaillons sur la prévention, et bien sûr aussi sur la répression quand c'est nécessaire. Mais on voudrait aussi essayer de dissuader les gens, mais quelquefois, quand c'est le porte-monnaie qui s'en ressent, peut-être à les faire réfléchir s'ils répondent très mal ou s'ils vont plus loin, etc., parce que certains sont solvables, quand même. Certains habitent sur Choisy, ils ont un logement, ils sont solvables et ont des comportements plus qu'inappropriés. Donc ce que nous recherchons surtout, ce n'est pas de faire de l'argent, c'est de faire en sorte qu'ils aient quand même une sanction, et surtout qu'ils y soient sensibles. Si cela ne peut même en dissuader que 10 %, parce qu'ils se disent : « Bon, là, il y a l'amende qui m'attend, etc., », nous serions satisfaits.

Voilà. Ce n'est pas l'affaire du siècle, mais l'on essaie d'ajouter à la tranquillité publique des petites briques pour voir si cela améliore, surtout si cela peut agir en amont. Voilà.

Alors, des interventions ? Je vois Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Merci, Monsieur le Maire. Au sein de notre bien-aimé département du Val-de-Marne, 37 des 47 communes ont mis en place des arrêtés de police d'interdiction de consommation de boissons alcooliques sur la voie publique. Ces arrêtés ont vocation à être des outils de régulation de problématiques de trouble à l'ordre public et d'agressions concentrées sur certains secteurs. Il est donc tout à fait normal que ces arrêtés soient suivis d'effet et respectés. Autrement, on en voit mal l'utilité.

La facturation est un moyen de dissuasion, mais c'est aussi une forme de justice. Le rapport d'évaluation de la procédure d'ivresse publique et manifeste, le dernier en date, a évalué à près de 225 euros le coût net d'une procédure d'IPM pour le contribuable. 225 euros. On comprend bien que le coût en tant que fonctionnaire est très élevé, que ces fonctionnaires soient des policiers, des médecins, voire des magistrats, mais il faut peut-être, dans une démarche pédagogique, et Monsieur le Maire, vous avez parlé de pédagogie, prévoir l'exemption du paiement de l'amende pour les contrevenants qui engageront, dans des délais requis, une démarche de traitement auprès d'un centre ou d'un service spécialisé dans la lutte contre les addictions.

La question de l'addiction à l'alcool et ses conséquences ravageuses, tant sur la santé physique et mentale que sur les relations familiales, sociales et professionnelles, nécessite une prise en compte plus large de ce fléau. Tout en posant le cadre coercitif de la

facturation, l'exemption du paiement de l'amende, sous condition de se soigner pour ceux et celles qui le souhaitent, leur offrirait une possibilité, une chance, de se racheter. Et au moins, la ville aura contribué à l'effort général de lutte contre l'addiction à l'alcool, et non seulement à ses conséquences. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Aoummis. Vous voyez, je suis tout à fait d'accord. Et je suis tout à fait d'accord, parce qu'il se trouve que vendredi, je me suis personnellement confronté à une personne alcoolisée qui, de plus, une autre personne la désignait comme avoir squatté son logement. Il me demandait de faire quelque chose. Donc là, je ne pouvais pas rester... De toute façon, j'agis toujours. On me dit souvent de ne pas me mêler, mais si cela ne va pas et que c'est une personne, je m'en mêle. J'ai donc vu que cette personne était fortement alcoolisée. Elle a commencé à devenir violente, je passe tout ce qu'elle a pu me dire, et nous avons dû effectivement l'emmener au commissariat. Et ce que j'ai dit, je n'ai pas de colère contre cette personne, je ne suis pas un juge, c'est une personne malade, alcoolisée. Mais il y a des alcoolisés qui se tiennent, qui ne sont quand même pas violents. Lui était violent, quand même. Je lui ai dit ce que vous venez de dire. Moi, ce que je veux, ce n'est pas qu'il aille en prison, ce n'est pas ceci, ce n'est pas cela. D'abord, il a fait diverses choses sur la ville, notamment au hall d'accueil. En début de semaine, il est allé importuner des Choisyens qui attendaient en leur demandant de l'argent. Il s'en est pris aux agents, bon, passons. Donc ce n'est pas pour moi que je l'ai emmené et que j'ai porté plainte, c'est pour qu'il y ait une mesure d'éloignement de la ville. Mais j'ai ajouté : « Il serait temps, que faire face à des gens comme cela ? Que faire ? » Est-ce qu'il faut effectivement des centres pour les désintoxiquer ? » Je suis prêt, je souscris à ce que vous dites.

Ce que je propose, c'est qu'on peut amender, ajouter, moi, je suis d'accord, qu'une personne avec qui l'on peut discuter, volontaire, qui accepte d'aller dans un centre se désintoxiquer, etc., qu'il n'ait pas l'amende.

Moi, je propose... Comment ? Le suivi ? Madame Francisot me demande qui fait le suivi. Mais il sera suivi par le centre qui va l'accueillir. Le fait qu'il a bien respecté ? Je suis sensible à ce que dit Monsieur Aoummis. Tout n'est pas parfait, bien sûr, mais le suivi, on sait où l'on va l'amener, donc rien ne nous empêchera, et si on le voit revenir sur la ville, parce que souvent, c'est ce qu'il se passe, s'il revient sur la ville, de nouveau, il sera confronté à la police municipale, et ils le reconnaîtront, ils le savent. Vous savez, la police municipale a bien identifié les différents cas, et même nous tous. On verra, il ne suit pas, on pourra voir. Moi je pense que les suivis, je pense que les centres qui s'occupent de cela, eux-mêmes nous avertiront.

Par exemple, on peut imaginer une convention avec des centres spécialisés en leur disant : « J'emmène telle personne, etc. » et, nous, appeler de temps en temps pour savoir ce que cela devient. On ne rentre pas dans le secret médical, on demanderait juste si la personne... Non, on ne va pas dire où elle en est, ce qu'elle a, si elle souffre... Pas du tout. On va juste demander : « La personne que l'on vous a emmenée, donc qui va subir un traitement, est-elle bien présente ? Vient-elle régulièrement ou vous l'avez perdu de vue ? »

Mais moi, je pense, ne serait-ce déjà que pour le principe, enfin, on va le voter, je pense que je serais d'accord, cela ne coûte rien de l'ajouter, de laisser une chance, avec suivi, on verra après comment faire, mais de mettre ce petit amendement est d'avoir un suivi. Personnellement, je suis pour.

Madame Desprès.

Mme Desprès : Oui, je souscris tout à fait à ce qu'a dit Monsieur Aoummis. Mais à Choisy, on a un centre qui s'occupe de l'addiction, c'est le centre Duchêne, avec qui j'ai travaillé de

nombreuses années. On peut tout à fait signaler les personnes prises d'addiction, quelles qu'elles soient, parce qu'il n'y a pas qu'à l'alcool, et c'est un centre qui marche extrêmement bien, qui est juste à côté du casino. Il y a des médecins référents. En tout cas, je ne sais pas si la ville travaille toujours avec eux, moi je sais que pendant au moins six ou sept ans, j'ai travaillé avec eux et ils tiennent vraiment la route.

M. le Maire : Effectivement, nous pourrions les contacter, notre service prévention, et faire une convention, etc. Vu le nombre qui circule sur la ville, il faudra aussi peut-être un ou deux autres centres, mais on peut commencer par celui-là. On travaillait déjà avec eux, c'est confirmé.

Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Oui, merci, Monsieur le Maire. Il y a deux aspects dans cette délibération. Évidemment, Monsieur Aoummis a raison, on peut s'attacher essentiellement à son aspect, je dirais positif, humain, qui va nous rassembler. Encore que, je pense que l'on aurait besoin, si cela se fait, d'avoir une meilleure communication sur ce qu'est l'alcoolisme, ou d'ailleurs, pour être plus précis, ce que sont les alcoolismes, parce que s'il n'y avait qu'une forme d'alcoolisme, cela se saurait. Je le dis avec une très grande conviction parce que je pense que c'est un fléau dans notre pays, dans notre ville ; et avec cette particularité, c'est que l'alcool, qui est une des drogues les plus dures qui soient, tous les addictologues le disent, ils la classent dans le haut du panier, et aussi celle qui est en vente libre, ce qui pose une question à notre pays, dans un sens ou dans l'autre. En tout cas, il y a une question.

Pour ma part, les toxicomanes, quelle que soit la toxine qu'ils ont, j'allais dire « choisi », ce n'est malheureusement pas souvent un choix, encore que, ont besoin d'abord d'aide, de soutien, de compréhension et d'espaces pour être entendus, accueillis, accompagnés. Cela ne doit pas nous empêcher de regarder les violences que ce produit les amène à commettre, et évidemment, de faire en sorte qu'ils cessent. En sachant que le plus grand nombre de ces violences ont lieu derrière des portes fermées, dans des logements vis-à-vis de proches, d'enfants, de compagnes, de compagnons. Évidemment, il faut avoir cette pensée-là aussi lorsqu'on parle d'addiction. Donc au-delà, si l'on veut vraiment parler de cette addiction, qui ne doit pas être plus faible à Choisy qu'elle ne l'est dans l'ensemble du pays, cela demande, je pense, au-delà de cela, de mettre en place peut-être des dispositifs plus lourds, plus importants, y compris qui prennent en compte d'autres drogues qui n'induisent pas forcément les mêmes comportements, mais qui sont aussi des pourvoyeuses d'addictions.

Cela étant, il y a l'aspect objectif de la mesure que vous nous proposez. Mettre donc finalement une amende, quelle que soit la façon dont on tourne les choses et le statut juridique de cette amende, une amende supplémentaire à des gens qui sont arrêtés en état d'ébriété. Évidemment, là-dessus, on peut toujours se dire : « Il est en contravention avec la loi » et effectivement, les éléments que vous donnez...

M. le Maire : Juste une précision, ce n'est pas ceux qui sont... C'est ceux qui demandent des frais d'intervention et que l'on doit emmener, par exemple. S'il est en état d'ébriété, qu'il jette sa bouteille, et cela m'arrive souvent, etc., et qu'il ne fait pas de mal, qu'il ne fait rien, on ne va pas non plus arrêter tout le monde. Je voulais apporter cette précision. C'est surtout ceux qui génèrent des frais importants et l'absence du policier municipal pour effectuer son travail sur la ville.

M. Guillaud-Bataille : J'ai bien compris. On parle bien de cela. C'est d'ailleurs ce qui fait qu'on peut à la limite le comprendre. Mais je dirais, cela révèle ce qu'on vous dit depuis un moment, c'est-à-dire qu'à force d'endosser les missions de l'État, à force de prendre sur soi, d'organiser les choses pour faire à la place de l'État, alors que l'État ne met pas un centime

dans la besace, à un moment, cela coûte cher, et comme cela coûte cher, on regarde comment, à partir de l'activité même que l'on a mise en place pour pallier les manquements de l'État, on arrive à se créer de nouvelles recettes pour financer ce que l'État ne fait pas alors qu'il devrait le faire. Donc, quelque part, cette délibération, elle est emblématique de la fuite en avant dans laquelle on met le doigt lorsqu'on décide de prendre tous les pouvoirs de police possibles. Et là-dessus, évidemment... Voilà.

L'autre chose, évidemment, je pense que cela va, malheureusement, mais bien souvent, on le sait, bien sûr, il y en a qui sont solvables, vous l'avez rappelé, mais il y en a quand même beaucoup qui ne le sont pas forcément. En plus, je crains que cela entraîne derrière, alors peut-être qu'on aura l'embauche d'un agent pour gérer les frais de gestion et de suivi de ces amendes dans les années qui viennent, parce qu'inévitablement, cela va créer de la poste restante, et je m'arrête là.

M. le Maire : Merci, Monsieur Guillaud-Bataille. Madame Benkahla a demandé la parole.

Mme Benkahla : Je voulais juste rebondir sur deux, trois éléments qui ont été énoncés. Je vois qu'il y a une interpellation, vous parlez d'attestation. Quand quelqu'un est orienté dans un service de soins, il y a une attestation qui est rendue, et en aucun cas le médecin, l'infirmier ou n'importe quel professionnel de santé ne rendra compte du suivi médical. Donc là-dessus, rassurez-vous, il n'y aura pas d'ingérence de quelque manière que ce soit, de qui que ce soit.

En revanche, concernant la question de l'amende, je vais reprendre les choses de manière très terre à terre, et revenir, je vais parler de moi, mais de ma fonction. Je prends en charge des mineurs, sous main de Justice. Beaucoup sont concernés aussi dans le Val-de-Marne, c'est une problématique extrêmement forte, pas forcément à Choisy, mais dans le Val-de-Marne, à des problématiques de stupéfiants. Je crois que cela constitue le troisième délit dans le Val-de-Marne pour les mineurs, la consommation aussi d'alcool, mais plus de stupéfiants type cannabis, cocaïne, et le fameux ballon que l'on voit, même si ce n'est pas illégal, mais c'est extrêmement dangereux pour la santé. Donc il y a deux façons d'intervenir, et les deux sont efficaces.

Effectivement, il y a une réponse pénale, il y a une forme de répression, il peut y avoir des amendes quand il y a des dégâts, etc., mais là, il y a des formes d'aides parce que ce sont des mineurs, mais il y a aussi un accompagnement qui est proposé. Si effectivement une personne qui est appréhendée par la police, qui est orientée au commissariat, il peut y avoir de toute manière une prise en charge, cela n'exclut pas une prise en charge, en tout cas en termes de soins, et l'amende s'il y a des dégâts, etc. Pardon ? Oui, la répression pénale, et avoir une obligation de soins.

S'ils sont orientés auprès d'un commissariat, le commissariat peut effectivement constater qu'il y a un délit. S'il y a une information transmise au parquet, le parquet peut demander qu'il soit poursuivi. Donc là, il peut y avoir une obligation de soins prononcée, etc. Donc la démarche, elle est plutôt salubre, parce que cela permet en tout cas un circuit de prise en charge, me semble-t-il.

M. le Maire : Merci, Madame Benkahla. Moi, je partage, effectivement, c'est une question de santé nationale. Bien sûr, il y a tellement de responsabilités régaliennes qui nous sont redescendues, c'était un peu le même débat que lors de la création de la police municipale. Je suis tout à fait d'accord, la police est une affaire régalienne, je suis d'accord que cela ne doit pas être aux communes de s'en préoccuper. Mais comment ne pas le faire ? De même que lorsqu'on a des gens alcoolisés ou sous l'effet de la drogue dans notre commune, comment ne pas essayer de faire quelque chose ?

Mais sinon, moi, je souscris tout de suite, si l'on pouvait nous rendre la gendarmerie que l'on avait, les effectifs du commissariat que l'on avait il y a quelques années, voire de les augmenter, de mettre en place des centres de désintoxication, du suivi, allons-y, je suis tout à fait d'accord. En attendant, nous sommes face à une situation où, effectivement, nous sommes un peu seuls.

Toujours dans mes petites histoires de rencontre avec tous les députés, les sénateurs, ou même lorsque le président Macron nous a reçus, après avoir parlé des émeutes et autres, et de nous accorder quand même une petite dizaine de minutes en tête-à-tête, je lui parlais absolument d'une chose, et j'en ai encore parlé hier à la suite de la venue de la visite de la préfète, nous avons une loi qui dit que l'ivresse publique, que l'ivresse est interdite sur la voie publique. Cette loi qui date de 60/70 ou 80 est complètement désuète, et il faut absolument la changer. La consommation d'alcool est interdite sur la voie publique. J'appelle de mes vœux, et d'ailleurs, je propose de faire un vœu dans ce sens qu'il modifie cette loi.

Vous avez parlé des villes qui ont fait des arrêtés, bien sûr, Choisy en fait partie, mais nous ne pouvons pas faire un arrêté sur toute la ville, nous ne pouvons faire un arrêté que sur certains quartiers de la ville. Et certains, de bonne foi, qui boivent une bière, qui ne sont pas saouls, etc., mais qui boivent, de bonne foi, n'ont pas connaissance toujours de l'arrêté ou ne l'ont pas vu. Cela peut arriver.

Mais s'il y avait une grande campagne nationale avec la modification de cette loi, comme quoi la consommation d'alcool est interdite sur la voie publique, cela nous aiderait beaucoup. Cela pourrait faire changer les choses, tout en allant le plus loin possible dans ce domaine. Moi, j'y suis ouvert, parce que j'ai aussi vu des professeurs de médecine s'alarmer, si cela continue ainsi, la plupart des jeunes, à 25/30 ans, n'auront plus de foie. Et c'était une grande cause nationale, l'alcool, il y a quelques années. Cela a été abandonné. On vient de parler du logement, cela devrait être une grande cause nationale, cela ne l'est pas. Une autre grande cause nationale contre le bruit qui entraîne des répercussions importantes sur la santé, c'était à une époque une cause nationale, ou cela devait l'être, cela ne l'est pas, et ainsi de suite. Alors, nous, modestement, à notre niveau, nous essayons d'apporter ce que nous pouvons.

S'il n'y a plus d'interventions, on peut procéder aux voix. Y a-t-il des voix contre ? Abstentions ? J'en vois 9. 9 abstentions, bien, merci.

Vote de la délibération n°10

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, AOUMMIS Hassan, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 9, BRULANT Marina, LAJILI Yamina, HABI Hacène, OZCAN Canan, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence.

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°10 est adoptée à la majorité

→ 11. Mise en œuvre du dispositif de rappel à l'ordre

M. le Maire : Nous restons un peu sur la tranquillité publique. Là aussi, on joue surtout, là, sur la prévention. Donc ce dispositif que nous souhaitons mettre en place, sous le contrôle et l'égide du procureur qui doit bien sûr accepter un dossier, ce qu'il a fait, qui est très encadré, c'est uniquement là d'éviter pour un très jeune ou un adolescent qui commet une bêtise, plutôt qu'il se retrouve au commissariat, c'est une première bêtise, ou face à des policiers, c'est qu'il est convoqué devant le maire. C'est très encadré. Il y aura des drapeaux, c'est volontaire, c'est un peu lourd, un gamin de 11 ou 12 ans. C'est expérimenté dans d'autres villes, cela a du succès, cela fonctionne. Donc nous convoquons le jeune, 11 ans, ou 12 ans, moins jeune, adolescent, 14, 15, 16 ans. On pourrait dire que c'est une leçon de morale, mais ce n'est pas cela.

Donc nous le convoquons avec ses parents pour lui faire comprendre que ce qu'il a fait, ce n'est pas dans l'ordre des choses de vivre en société, de l'écouter, et de faire en sorte qu'il prenne conscience que s'il continuait dans cette voie, bien sûr, il n'aurait pas quand même un avenir bienveillant.

On veut éviter qu'il récidive, et d'après les premières remontées de ceux qui l'ont expérimenté, cela fonctionne. C'est plus précis à l'intérieur, je vous le rétrécis d'une manière simple, mais le but est là : faire prendre conscience, écouter, discuter, éviter la récidive dans un autre cadre qu'un commissariat.

Bien sûr, il y aura mon responsable de la prévention qui sera là avec moi, il y aura les parents, et l'on suivra avec les parents. Il faut que ce soit... Rien n'est imposé. C'est une démarche, il faut qu'ils acceptent. C'est une démarche volontaire, mais beaucoup acceptent.

Y a-t-il des interventions sur ce sujet ? Monsieur Hassan Aoummis.

M. Aoummis : Juste une précision, Monsieur le Maire. Ce que l'on va voter, ce rappel à l'ordre concerne uniquement les mineurs ? Parce que la loi du 5 mars 2007 vous donne la possibilité de rappeler à l'ordre à la fois les mineurs et les majeurs. Donc si c'est dans un cadre global, moi j'ai une intervention là-dessus. On est justement que sur les mineurs, il n'y a aucun souci, donc vous êtes sur quoi ?

M. le Maire : C'est essentiellement, ce sont vraiment des mineurs. Parce que là, il y a espoir qu'ils ne récidivent pas. On pourrait recevoir des gens qui ont 18, 19 ans, on ne se l'interdit pas, mais nous visons surtout effectivement les très jeunes, les adolescents.

M. Aoummis : Ce que vous dites n'est pas inscrit sur la délibération. La loi de 2007, c'est un droit. Sur 36 000 communes, il y a 500 maires dans l'Hexagone, un peu plus de 500, qui appliquent sur 36 000 communes. C'est un droit, vous avez la possibilité de rappeler à l'ordre à la fois les mineurs et les majeurs.

Si vous êtes uniquement sur les mineurs, moi, en tant que conseiller de l'opposition, je n'ai aucun souci. Si l'on est sur les mineurs et les majeurs, là, j'ai autre chose à dire.

M. le Maire : Attendez, je relis exactement. C'est précisé que c'est aux mineurs. Non, c'est précisé : « *Il s'adressera aux jeunes mineurs accompagnés de leurs parents* ».

M. Aoummis : Monsieur le Maire, la loi est claire. Si l'on vote, il y a le risque que cela s'applique à la fois sur les mineurs et les majeurs.

M. le Maire : Non, non. On précise, nous, ce que nous ferons, nous l'avons écrit, nous nous adresserons aux jeunes mineurs accompagnés de leurs parents pour un rappel de leurs devoirs et des risques judiciaires encourus. Ce sont vraiment les mineurs, et si mon responsable... Mais c'est cela. Justement, c'est pour cela qu'avant même de le lire, je l'ai précisé, parce que nous en avons parlé, et nous l'avons écrit. S'il faut le formuler d'une manière encore plus pour... Mais c'est très clair. Nous visons les jeunes mineurs accompagnés de leurs parents. C'est écrit, Monsieur Aoummis, mais je comprends.

M. Aoummis : Il y a Monsieur Guillaud-Bataille qui souhaite la parole. En fait, je me suis référé à la loi. Effectivement...

M. le Maire : Oui, c'est vrai, la loi, ce qui a été écrit, cela a été référé au procureur qui a accepté. Sinon, il nous aurait dit : « Non, la loi, etc. » C'est un dossier qui est présenté au procureur qui doit accepter ou refuser. Il a été accepté, et il y avait notamment cette précision que, nous, ce que nous visons, ce sont les mineurs.

Alors, il y a Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Encore une fois, c'est assez difficile d'avoir la discussion ce soir sur ces éléments, et d'avoir la discussion avec votre majorité. C'est-à-dire qu'en gros, il faut que l'on se base sur la notice que vous nous avez envoyée où vous nous dites... Mais à part sur la base de votre écrit et d'une confiance que l'on peut avoir en vous, que vous décidez que vous appliquerez la loi qu'en partie, puisque comme l'a très bien rappelé Monsieur Aoummis, la loi, elle permet y compris de rappeler à l'ordre quelqu'un qui aurait 5 PV pour stationnement gênant. Et d'ailleurs, je n'ouvre même pas le débat sur le fait que ce soit légitime ou pas. La loi le permet, point.

Vous nous dites : « Il y a un dossier qui a été envoyé au parquet, c'est dans ce cadre-là qu'on l'a fait valider », etc. Mais là, nous allons voter cette délibération, et nous n'avons pas la convention.

Brouhaha

M. Guillaud-Bataille : La convention avec le parquet y est, je vous prie de m'excuser. Comme quoi...

M. le Maire : Vous l'avez. En attendant, je donne la parole à Monsieur Ali Id Elouali qui veut dire un mot.

M. Id Elouali : Merci bien, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, à titre personnel, je ne sais pas ce qu'il en est pour mes camarades et amis de mon groupe, Monsieur le Maire, moi je salue très favorablement cette mesure. C'est une mesure de bon sens, c'est une mesure plus qu'attendue, c'est une mesure de responsabilité et de responsabilisation.

Quand je dis « responsabilisation », c'est dans les deux parts : notre devoir d'être responsable vis-à-vis des mineurs, et aussi le devoir des parents d'être responsables vis-à-vis de leurs enfants ; et le devoir aussi d'apprendre et d'initier, ou en tout cas de sensibiliser les mineurs à la notion de responsabilité.

Monsieur le Maire, ce dispositif, il est plus qu'attendu sur l'espace public. Et je vois là, encore une fois, je ne veux pas ouvrir des débats, des polémiques ou de quoi qu'est-ce, la grande fracture qui se dessine entre celles et ceux qui souhaitent l'espace public comme un espace apaisé, qu'il soit pour tous, et celles et ceux qui vont de nouveau trouver des postures, des prétextes, que sais-je, des rêveries plutôt lunaires par rapport à ces questions.

Moi, ce rappel à l'ordre, d'abord, il est éducatif. Il n'y a rien de répressif là-dessus. Attendez, Monsieur Guillaud-Bataille, je vous ai laissé parler, voilà...

M. le Maire : C'était pour vous permettre de trouver la convention, je vous redonne la parole après.

M. Id Elouali : Les choses sont claires, la délibération est très claire, les concernés sont les mineurs, c'est explicite. La délibération est annexée à la convention, et j'ai envie de dire même l'esprit même de la délibération est très clair. Encore une fois, c'est un signal que la ville doit envoyer, qu'elle envoie aux mineurs, aux primodélinquants. Permettez-moi quand même de le dire, beaucoup de choses, c'est à ce moment-là que cela se joue, les trajectoires, et les positives comme les négatives. C'est à ce moment-là, quand on est encore mineur, qu'on devrait tous faire front par rapport à ces mineurs pour que l'on puisse faire en sorte qu'ils soient conscients de leurs faits et qu'ils soient conscients de ce qu'ils encourent, d'abord par rapport à eux-mêmes, par rapport à leur vie.

Il me vient aussi, et c'est important, Monsieur le Maire, j'aimerais attirer votre attention, chers collègues, là-dessus, c'est que c'est aussi l'occasion pour les services publics de la ville de justement, j'insiste là-dessus, de justement identifier peut-être des problèmes annexes à ces questions. Peut-être qu'il y a des parents... Monsieur Guillaud-Bataille, permettez, je ne mime pas quand vous parlez, je vous écoute religieusement. Donc juste un petit... Voilà.

M. le Maire : Écoutez, tout se passe bien, s'il vous plaît. S'il vous plaît. Mais on n'est pas à l'école, je suis d'accord. Allez, s'il vous plaît. Que Monsieur Guillaud-Bataille ne... Si chacun attend son tour, je donne la parole. Monsieur Guillaud-Bataille, vous voyez, il intervient, bon... Reprenons-nous. Tout se passe bien jusqu'à maintenant, on continue dans le respect de chacun. Monsieur Ali Id Elouali, reprenez la parole.

M. Id Elouali : Merci bien, Monsieur le Maire. Je sais que quand on arrive avec quelque chose qui était attendu, et qui a fait un échec cuisant pour certains qui étaient dans le déni, je sais que cela fait des émotions, je peux comprendre. Alors, je ferme la parenthèse et je continue, parce que j'aimerais insister juste sur... Madame Fourniaud...

J'aimerais juste insister sur, je dirais, les impacts positifs qui sont collatéraux à ce dispositif. Cela permet justement que l'on puisse identifier, peut-être auprès des parents qui sont dépassés, des accompagnements nécessaires. Il y a peut-être des services sociaux qui peuvent intervenir, peut-être que c'est justement le moment de mettre en place des accompagnements sociaux. Peut-être que le problème que l'on va avoir avec les mineurs, il va peut-être permettre aux parents aussi d'exposer d'autres problèmes et de les aider.

C'est dans ce sens-là qu'il faut voir ce dispositif, et ce n'est pas un rappel à l'ordre moral ou moralisateur. C'est dans ce sens-là. Voilà ce que j'ai envie de dire. Donc encore une fois, on est dans le préventif, vraiment dans l'éducatif. On est dans la responsabilisation.

Je termine mon propos, pour dire que c'est une mesure que je salue très favorablement.

M. le Maire : Merci, Monsieur Ali Id Elouali. Je vais redonner la parole à Monsieur Guillaud-Bataille.

Ce que je voudrais appuyer, c'est que l'on est aussi force de proposition, et on vous a noté des associations qui vont accompagner, qui sont spécialisées, avec qui nous travaillons, et qui sont connues sur la ville. Il y a même l'ALCEJ avec qui travaille notre service LPD-Médiation, et qui sera impliquée dans ce dispositif. Donc il y a des propositions et nous ne sommes pas seuls, nous sommes accompagnés par ces structures. Il y avait Madame Benkahla.

Monsieur Guillaud-Bataille, si vous pouviez terminer, puis Madame Benkhala, Monsieur... Et je redonne la parole. Excusez-moi, Monsieur Guillaud-Bataille, allez-y.

M. Guillaud-Bataille : Je vous donne acte, effectivement, j'ai relu, en tout cas parcouru rapidement les choses. Toujours est-il que vous continuez votre course en avant. Et d'ailleurs, le propos de Monsieur Ali Id Elouali est éclairant. C'est-à-dire qu'après avoir pris la police, vous prenez le parquet. Allons-y ! Continuons ! Prenez, prenez, prenez, mettez-vous sur le dos les choses plutôt que de demander et de vous battre réellement et publiquement pour que notre République retrouve sa place et son allant.

Pour ma part, je ne parlerai pas des sénatoriales et des débats que vous avez pu essayer d'insuffler à bas bruit, mais enfin, si le candidat que vous soutenez avait agi pour qu'il y ait plus de fonctionnaires de police, c'est un élément que nous saurions.

Donc, il y a un moment, les discours sur la délinquance, qui sont en fait des discours vagues, flous, où l'on ne parle pas des faits réels, parce que dans la délibération, les faits ne sont pas précis. Cela va être à l'appréciation, donc il y a un vrai problème de rigueur.

M. le Maire : J'ai bien compris.

M. Guillaud-Bataille : Il y a le problème de la posture que vous choisissiez. Pour notre part, nous pensons que c'est un dispositif qui voulait une place qui ne devrait pas être celle d'un maire, je le dis très clairement. Donc effectivement, nous ne pouvons pas le cautionner.

M. le Maire : Parfait, Monsieur. Si... Je vais donner la parole aux autres personnes. Si je vous écoute, Monsieur Guillaud-Bataille, ne faisons rien pour les jeunes, ne faisons rien pour la tranquillité publique de notre ville. Si vous menez cette ville un jour, il est très clair de ce que vous allez faire : « Ce n'est pas moi, c'est l'État ».

Monsieur, s'il vous plaît, je ne vous ai pas interrompu, j'ai le droit de m'exprimer. Si vous ne voulez pas écouter, vous pouvez sortir. Vous pouvez sortir, si vous ne voulez pas écouter. Je suis désolé, tout ce que vous dites... Allez prendre un café... Allez prendre un café, Monsieur. J'ai demandé, pourtant, en début de séance de respecter cette assemblée et de rester présent. Mais bien sûr, Monsieur... Je ne le respecte pas, vous venez encore d'en donner la preuve.

Ce que je voulais dire, il ne veut pas m'écouter parce que cela le gêne, mais à l'écouter, sous prétexte que c'est l'État, ne faisons rien. Un petit gamin de 11/12 ans, ne disons rien, qu'on aille le présenter au commissariat ou qu'on ne fasse rien du tout, qu'on ne s'en occupe pas. Il y a des structures adaptées pour des suivis avec des plannings familiaux qui aident les parents, on ne va rien faire, on ne fait rien. Je ne vois vraiment pas ce qu'il y a dans cette délégation qui pousserait... Mais je respecte le vote de chacun, à dire non. J'ai l'impression qu'il n'y a pas matière, vraiment, à critiquer notre programme. Il essaie toujours de passer par des petites... Mais bon, il n'est pas là, alors je préfère le lui dire à lui.

Encore une fois, je vous ai rappelé au début de ce Conseil de le respecter. Je vous écoute, vous pouvez tout dire, mais cette attitude est irrespectueuse. Je ne vais quand même pas lui

laisser la parole en continuité, et lorsque je la prends, qu'il m'interrompt parce que cela ne lui plaît pas. Cela ne me plaît pas, ce qu'il dit. Je le laisse s'exprimer, et je lui réponds.

Alors, dans l'ordre, je crois qu'il y a Madame Benkahla qui avait demandé la parole. Après, Monsieur Aoummis, et Monsieur. Madame Benkahla.

Mme Benkahla : J'interviens sur cette question, c'est vraiment une question qui me tient à cœur parce que je bosse, enfin, je travaille, pardon, à la PJJ, Protection Judiciaire de la Jeunesse, depuis 20 ans. Donc la question du traitement de la délinquance, elle se traite sous deux angles, la prévention, mais aussi la répression, et cela marche comme cela.

Après, effectivement, il y a des orientations politiques gouvernementales de gauche ou de droite. Franchement, il n'y a pas de différence. Il y a des moments où l'on va avoir une orientation plus répressive. Pour le coup, à gauche ou à droite, c'est pareil. Ce n'est pas une question de couleur politique, c'est plutôt une question de contexte social qui fait qu'à un moment, on répond plus par la répression que la prévention.

Ce qui est proposé là, c'est une réponse préventive, en fait. Cela existe déjà. Le parquet fait la même chose, le procureur, c'est-à-dire que quand un gamin commet une bêtise, cela constitue un délit. Il est présenté devant le parquet, et le parquet décide s'il le poursuit ou pas. Quand il décide de ne pas poursuivre, il y a quand même une réponse pénale, c'est-à-dire qu'il est reçu par le délégué du procureur. Il va y avoir effectivement un rappel du cadre, on va lui dire « Voilà ce que tu as fait, ce n'est pas une bêtise, c'est un délit, le Code pénal, voilà ce que tu risques d'encourir », etc. Il peut y avoir une composition pénale, une réparation pénale, une réparation alternative aux poursuites. Ce qui est intéressant quand c'est ce type de réponse, c'est une vraie opportunité pour le gamin de ne pas réitérer, et c'est surtout une occasion pour le gamin qu'il n'y ait pas de trace dans son casier judiciaire. Et tout cela, c'est un vrai frein à l'insertion.

Donc ce qui est proposé aujourd'hui, si j'ai bien compris, là, le parquet délègue à la municipalité, au maire en l'occurrence, se fait d'accueillir. Mais ce qui est intéressant, parce que là, pour le coup, c'est une vraie réponse dans le champ de la prévention, ce que vous avez indiqué tout à l'heure, là, étant donné que c'est la municipalité qui l'accueille, on va identifier les problématiques sociales, mais on peut effectivement orienter sur d'autres services. Je soutiens deux fois ce type d'initiative. On reçoit beaucoup trop de gamins qui sont poursuivis, donc cela veut dire que cela a une vraie incidence dans leur vie, dans leur casier judiciaire. Parfois, on se dit : « C'est dommage pour ce gamin qu'il n'y ait pas eu une réponse en amont. »

La politique du parquet de Créteil change un peu, c'est-à-dire qu'ils veulent valoriser et développer ces types de réponses alternatives aux poursuites, et c'est une vraie réponse sociale, contrairement à ce que l'on veut dire. On peut être sur des débats politiques ici, mais je refuse de laisser entendre, de dire n'importe quoi. C'est une réponse que je salue, moi, et que je vais voter favorablement.

Je le vois tous les jours au boulot. On peut avoir des postures, on peut avoir des dialogues politiques, mais là, il s'agit de la vie de gamins, de mineurs. Si, effectivement, il est entendu, il va se faire sermonner, c'est bien parce que mettre un cadre à un gamin, c'est bien, cela va lui permettre d'évoluer, et je l'espère positivement. Et c'est surtout, on peut l'orienter au service jeunesse, on peut l'orienter au CCAS, les parents seront convoqués, ils peuvent évoquer. Y compris nous, dans notre travail, quand on reçoit les jeunes et leurs familles, surtout que moi, j'interviens sur des secteurs particulièrement sinistrés comme Villeneuve-Saint-Georges/Valenton, donc la question de la précarité, de la pauvreté, du fait que les familles ne peuvent pas manger à leur faim. Nous, dans notre service, on est les seuls à

organiser une distribution de paniers solidaires. L'un n'exclut pas l'autre, y compris la répression, parce que quand on est à la PJJ, il y a une réponse pénale, on peut aussi être dans un accompagnement social. Là, c'est une réponse alternative aux poursuites, c'est toujours mieux.

Les études montrent que quand un gamin est pris très tôt dans son parcours, quand il y a des comportements déviants, plus il est tôt dans le comportement, moins il fait de prison, et mieux c'est pour sa réinsertion. C'est pire si le gamin connaît l'incarcération. En France, on peut être incarcéré à partir de 13 ans. Moi, dans mon service, j'ai des mineurs de 13 ans qui sont incarcérés. Les études montrent, c'est objectif, ce n'est pas moi qui le dis, quand un gamin connaît la prison dans son parcours tôt, il va être dans un processus judiciaire très long. C'est une façon, vraiment, très modestement... C'est plutôt un retour pédagogique que je fais du fait de ma profession, 20 ans à la PJJ.

M. le Maire : Merci, Madame Benkahla. Vous avez tout dit, rajouté sur les explications de Monsieur Ali Id Elouali qui a dit la même chose. Nous en sommes d'accord, franchement, c'est un très beau dispositif qui va dans l'intérêt de l'enfant, dans le respect de l'enfant, dans l'accompagnement de l'enfant pour vraiment éviter des dérives plus importantes. Moi, ce que j'en sais, c'est que les premiers résultats sont très positifs. Je ne sais pas, mais c'est un dispositif de bon sens.

Je crois que Monsieur Hassan Aoummis avait demandé la parole, après, Monsieur Essonne Mengue.

M. Aoummis : Très rapidement, Monsieur le Maire, c'est juste pour rectifier une maladresse, j'ose espérer que c'est juste une maladresse de la part de Monsieur Id Elouali. Notre honorable assemblée n'est pas divisée en deux parties, ceux qui veulent le bien des Choisyens et ceux, évidemment, qui les représentent et qui ne veulent pas leur bien. On a tous le souci du bien-être des Choisyens, et l'aspect, effectivement, de la délinquance est un aspect important. Il faut débattre avec beaucoup d'apaisement et beaucoup de rationalité.

Dire que le rappel à l'ordre, oui, il n'y a aucun souci, du moment où c'est en direction des jeunes, des enfants. Les directeurs d'école, les principaux le pratiquent. Il fut un temps où nous-mêmes, adultes, nous le pratiquions à l'extérieur, mais les temps ont changé, on ne peut plus le faire. Donc ce n'est pas quelque chose qui dérange.

La seule problématique, c'est qu'en se référant à la loi, on se rend compte que cette loi, elle est généraliste. Il y a tellement d'éléments dans le rappel à l'ordre. Ils concernent les enfants, ils concernent les adultes, un certain nombre de modalités. On peut lui faire dire n'importe quoi. En plus, on apprend que la loi dit que le maire peut déléguer le rappel à l'ordre à ses adjoints ou à des conseillers. Il y a quand même des éléments à clarifier avant d'abonder vers un vote positif.

Donc voilà, non, on n'est pas là pour séparer l'assemblée en ceux qui sont vertueux et ceux qui ne le seraient pas. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Aoummis. Là encore, on a précisé ce que l'on appelle « un jury » par qui sera reçu le jeune : le maire, le responsable du CLSPD, le responsable de la police municipale, la directrice prévention sécurité, le commissaire de Choisy-le-Roi qui accepte de s'associer à cette démarche qui est très positive.

Alors, pourquoi ce décorum ? J'ai suivi les conseils de ceux qui ont mis cela, bien sûr que cela fait très sérieux, mais c'est le but aussi recherché. Un gamin qui a 11/12 ans, c'est pour l'inciter aussi à écouter. On ne va pas chercher à lui faire peur, pas du tout. Pas du tout. C'est le sérieux de la démarche.

Et on précise, quand vous parlez, effectivement, que dans cette loi, il y a beaucoup de choses, mais nous, nous avons précisé, et le procureur nous y a autorisé, nous avons précisé ce sur quoi nous allons travailler : direction des mineurs avec les familles, accompagnement, solutions, et l'on se fait aussi aider par des associations reconnues, dont une bien connue à Choisy, l'ALCEJ, parce que nous travaillons déjà avec l'ALCEJ. Notre responsable CLSPD prévoit de travailler avec l'ALCEJ, donc ce que vous venez de dire, je le comprends tout à fait, mais c'est pour cela que nous devons tout bien délimiter.

Je peux vous dire, sauf cas de force majeure, je touche du bois, que le maire sera bien là, bien sûr. Cela me touche trop pour déléguer ou être absent. Déjà que je ne veux pas déléguer les mariages... Ils s'en plaignent assez, vous pensez bien que je ne vais pas déléguer cela. Bon. Mais je vous expliquerai pourquoi je ne délègue pas trop les mariages, c'est pour aller aussi dans l'affirmation d'un message républicain auquel je tiens beaucoup, mais ils le font aussi très bien.

Alors, Monsieur Essonne Mengue qui voulait intervenir aussi.

M. Essonne Mengue : Oui, merci, Monsieur le Maire. Je suis d'accord avec vous pour dire que l'accompagnement des jeunes nécessite pédagogie et prévention. Et à ce titre, je pense qu'il faut s'adresser aux acteurs idoines.

Lorsque vous parlez de la police pour un rappel à la loi, lorsque vous parlez des médiateurs pour un rappel à la loi, pourquoi pas. En revanche, mon inquiétude se situe au moment où vous évoquez la prévention spécialisée. Pourquoi ? Parce qu'au regard des missions de la prévention spécialisée, au regard de la libre adhésion au pardon, j'ose espérer que la prévention spécialisée ne participera pas avec vous au moment du rappel à la loi. Sinon, à partir de là, soit c'est une méconnaissance totale de la prévention spécialisée, soit la prévention spécialisée court le risque de ne plus pouvoir travailler avec les jeunes, avec ces jeunes en particulier, et les autres de façon globale.

M. le Maire : Vous pouvez préciser, en ce qui concerne la prévention spécialisée ?

M. Essonne Mengue : Je viens de vous dire qu'il s'agit, dans un premier temps, de la libre adhésion. Cela veut dire que le jeune peut adhérer à l'instant T au travail avec un suivi, un accompagnement des éducateurs, tout comme il peut, quelques instants plus tard, décider de l'arrêter. Donc, à ce moment-là, la prise, vous ne l'avez pas, mais tout dépend effectivement du travail qui est fait en amont, le travail de l'aller vers, je ne vais pas rentrer dans les détails ici, mais mon inquiétude est de faire participer un club de prévention spécialisée au moment du rappel à la loi. Donc j'espère que ce ne sera pas le cas, sinon...

M. le Maire : Ce n'est pas un club.

Propos hors micro

M. Essonne Mengue : Non, puisque parmi les acteurs dont vous avez parlé, vous avez cité la prévention spécialisée.

M. le Maire : Non, notre responsable des médiateurs, mais il assiste, c'est tout. C'est le maire qui va parler.

M. Essonne Mengue : Oui, mais je tente de vous faire comprendre que dans cette instance ne devrait pas être présente la prévention spécialisée.

M. le Maire : Ils ne seront pas présents.

M. Essonne Mengue : Très bien, merci.

M. le Maire : Voilà, c'est cela, je parle sous le contrôle de notre directrice, ils n'y seront pas. Elle vous le confirme, Monsieur Essonne Mengue, ils n'y seront pas. Madame Lajili.

Mme Lajili : Moi, la question est de savoir qui va repérer ces jeunes. Cela veut dire, est-ce que cela va être envoyé par des écoles, est-ce que cela peut être aussi un jeune ou un mineur qui est pris au fait dans la rue, est-ce que c'est quelque chose qui peut être signalé par des services ? Comment on va vraiment dire : « Ce jeune a fait cette action », comment on peut vraiment le définir ? Comment cela va se passer ?

M. le Maire : En premier lieu, la police municipale, puisque si, par exemple, il casse un rétro sur une voiture, il va être interpellé. C'est sur le volontariat. Et nous avons six médiateurs qui peuvent voir effectivement des choses se faire, interpellé le jeune, lui faire cette proposition et le convoquer. Bien sûr, les intervenants.

Maintenant, l'école est un sanctuaire et cela regarde le directeur de l'école. Mais si un directeur ou une directrice, avant ce dispositif, est particulièrement embêté avec un jeune un peu turbulent, après tout, s'il en parle aux parents, et que les parents, avec un acte de volontariat, sont d'accord pour que l'on fasse un rappel à la loi parce qu'il a fait des petites choses pas bien, ou il a volé dans le cartable d'un copain, ou il a fait des petits vols, cela peut arriver, peut-être, mais nous, on n'ira pas les chercher là. Les gens nous seront présentés. Il y a les services de la ville, il y a des acteurs autres et, encore une fois, c'est du volontariat avec l'adhésion des parents.

Mme Lajili : Du coup, vous ne pensez pas, parce que, très bien, il va y avoir le rappel à l'ordre, etc., qui va vous être remonté par le commissaire, etc., est-ce que vous n'êtes pas capable de le faire seul, d'accompagner ? Avoir autant de monde autour du jeune et du parent, vous ne pensez pas que cela peut être intimidant pour le jeune, mais aussi même au niveau des parents ? Ce n'est pas quelque chose qui peut les mettre dans une situation où ils se retrouvent un petit peu entourés, comme si on est dans un procès ?

M. le Maire : Mais pas du tout.

Mme Lajili : Ce n'est pas quelque chose qui peut être fait que par vous-même ?

M. le Maire : Les choses leur sont expliquées et ils sont volontaires. Ils adhèrent. S'ils n'adhèrent pas, ils ne viennent pas.

Mme Lajili : Oui, d'accord, donc c'est une proposition. Cela leur est proposé, ce n'est pas imposé.

M. le Maire : C'est une proposition. On ne peut pas leur imposer.

Mme Lajili : Très bien.

M. le Maire : C'est basé sur le volontariat, mais beaucoup sont... Il y a beaucoup d'adhésion à cela, et de la part des parents.

Ce que je vous propose, je crois que tout le monde s'est exprimé. Si l'on peut passer au vote ? Y a-t-il des votes contre ? Y a-t-il des abstentions ? Alors, on les compte... 6 abstentions. Monsieur Hacène Habi ? On recompte, levez bien les mains. 9 abstentions, parce qu'il a une procuration, Monsieur Habi.

Vote de la délibération n°11

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, AOUMMIS Hassan, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 9, BRULANT Marina, LAJILI Yamina, HABI Hacène, OZCAN Canan, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence.

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°11 est adoptée à la majorité

ENFANCE

→ 12. Approbation des conventions relatives à la mise en place d'un nouveau Projet Educatif Territorial

M. le Maire : Nous arrivons à un point sur l'enfance, le point n°12. Je donne la parole à Madame Hache.

Mme Hache : Bonsoir, Monsieur le Maire. Merci de me donner la parole. Mesdames et Messieurs mes collègues. Donc le premier PEDT, Projet éducatif de territoire, a vu le jour en 2013 au moment de la réforme des rythmes scolaires, puis à l'issue de la fin des NAP en 2018, il a été enrichi du plan mercredi. L'idée était de pérenniser la plus-value éducative qui avait été initiée par les NAP à l'époque.

Notre PEDT est arrivé à échéance en 2022, il a été traversé, comme vous le savez, par la crise Covid, et le nouveau projet que j'ai l'honneur de présenter ce soir est à l'initiative de la ville, et a fait l'objet d'une concertation avec l'ensemble des partenaires éducatifs : l'Éducation nationale, les parents d'élèves élus, les services municipaux de l'enfance, de la jeunesse, des sports et de la culture, les services départementaux et la CAF. À ce titre, je tiens à remercier l'ensemble des services municipaux qui ont contribué à ce PEDT, et notamment le service enfance qui pilote ce PEDT.

Le public visé dans ce nouveau PEDT est celui des 3-17 ans, et il vise à proposer à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité de manière qu'il y ait une continuité dans la vie de l'enfant du matin quand il arrive à l'accueil ou à l'école, jusqu'au vendredi soir où il rentre chez lui et en dehors.

Un diagnostic a été réalisé pour ce PEDT en interne et en externe. Ce diagnostic a pu mettre en avant les forces et faiblesses de l'existant sur la ville, et il a permis d'élaborer des objectifs vers lesquels nous cherchons à tendre :

- Le vivre ensemble,
- Accompagner la réussite et l'épanouissement de l'enfant et du jeune,
- Soutenir la parentalité,
- Veiller à rendre accessibles les activités au plus grand nombre.

Sur ce PEDT, se greffe le plan mercredi, qui découle donc de la fin des NAP dont j'ai parlé au début, et dont les 4 axes se recoupent :

- La complémentarité,
- La cohérence éducative,
- Les différents temps de l'enfant,
- L'accueil de tous les publics, donc l'accueil inclusif,
- La mise en valeur de la richesse des territoires,
- Le développement d'activités éducatives de qualité.

Il s'agit ce soir, Messieurs, Mesdames, d'approuver la convention relative à la mise en place d'un PEDT et d'un plan mercredi. Vous avez reçu le contenu exhaustif en amont de ce Conseil municipal du projet éducatif de territoire qui décrit l'organisation du temps scolaire, les activités périscolaires qui sont proposées aux enfants, et le volet plan mercredi qui présente la démarche pédagogique, les acteurs et les moyens engagés dans les centres de loisirs les mercredis.

Voilà, je vous remercie pour votre écoute.

M. le Maire : Merci, Madame Hache. Des interventions ? Je n'en vois pas, c'est quelque chose quand même de très positif au bénéfice pour l'enfant.

Mme Hache : Et le jeune.

M. le Maire : Et nos jeunes, voilà, je le réaffirme, qui sont une priorité. Cela l'a toujours été à Choisy, cela ne change pas et cela reste une priorité.

On va le voter. Y a-t-il des votes contre ? Ah, Monsieur Essonne Mengue est sorti, et Madame... Il en manque deux. On va voter, mais est-ce qu'on les prend ? Ils sont dehors. Ils votent pour ? Bon, je parle sous votre contrôle. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? Des votes pour ? Vous votez pour ? Donc on dit unanimité, c'est voté à l'unanimité. OK, merci.

Vote de la délibération n°12

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle,

THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité

SPORT

→ 14. Subvention exceptionnelle pour la Fédération française ski nautique pour les championnats d'Europe en septembre 2024

M. le Maire : Le point suivant, le sport. Je donne la parole à Monsieur Henrique.

M. Marques : Merci. La Fédération française de ski nautique et de wakeboard organise les 24ème championnat d'Europe open de wakeboard, wakeskate et para wakeboard câble du 21 au 23 septembre 2023 au PIDS. Ce sera la deuxième fois en France après Toulouse en 2012.

Le budget prévisionnel de la manifestation est de 310 000 euros. La demande d'aide formulée par la Fédération était de 20 000 euros, nous proposons 5 000 euros. À noter qu'il n'y aura pas de prêt de matériel, car la Fédération nous a répondu qu'ils avaient pu satisfaire à tous leurs besoins en la matière.

Dans la convention, il y a la mise à disposition de 100 Pass' Découverte. Pour information, à l'été 2022, lors d'une précédente convention, ces 100 Pass' Découverte avaient été utilisés par le service jeunesse, entre autres dans le cadre du dispositif Anim'été. Il s'agit donc d'une prolongation d'un dispositif dont la ville a déjà pu bénéficier.

Il y a également toute une communication autour de l'événement dans le cadre du magazine municipal, des réseaux sociaux et de l'affichage.

Au niveau de la compétition, il y aura une centaine de participants, femmes et hommes, qui vont prendre part aux différentes épreuves. La cérémonie d'ouverture a lieu demain soir à 19 h 00 au parc, et la cérémonie des récompenses, ce sera samedi 23 septembre à 18 h 30.

À noter que l'organisation de cette manifestation au parc interdépartemental s'inscrit dans une stratégie pour accueillir les championnats du monde en 2024 juste avant les Jeux olympiques, toujours au parc interdépartemental. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Monsieur Marques. Voilà, c'est valorisant pour notre ville, les championnats d'Europe suivis des championnats du monde sur le plan d'eau. C'est un très beau spectacle, je vous invite à vous y rendre pour ceux qui n'ont pas encore vu. Fort dommage, là encore, on ne va pas recommencer, mais là aussi, que le Val-de-Marne d'une manière générale, et Choisy-le-Roi et son plan d'eau, nous n'ayons eu droit à rien par rapport aux JO, ce qui est complètement anormal. Mais bon... Voilà.

Sur cette disposition, y a-t-il des interventions ? Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°14

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité

M. le Maire : Monsieur Essonne Mengue est rentré, ou... C'est provisoire ? Il revient, non ? Il revient, d'accord. Donc il vote pour, comme tout le monde, d'accord. OK.

DLC

→ 15. Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux, années 2023 (3e affectation)

M. le Maire : On passe au point n°15, je donne la parole à Madame Sabrina Fontaine.

Mme Fontaine : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir à tous. Donc vous avez sur vos tables la répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux pour l'année 2023, et c'est la troisième affectation. Il y a une différence par rapport au tableau que l'on vous avait envoyé, avec une subvention pour l'Office du tourisme supplémentaire, pour un total de l'enveloppe association de 5 000 euros. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Madame Fontaine. Y a-t-il des interventions sur ce point ? Monsieur Hacène Habi.

M. Habi : Ma question porte sur l'Office du tourisme. Qu'est-ce qui a changé entre il y a quelques mois où certains élus dans leur position demandaient pourquoi ce n'était pas financé et aujourd'hui ?

M. le Maire : Une association, malgré tout, doit rendre des comptes, quelle qu'elle soit, mais d'autant plus l'Office du tourisme. Lorsque nous sommes arrivés en 2020, avec Madame Rubin, sa présidente, nous avons pris des accords. Il y a eu par la suite des désaccords, on ne va pas rentrer dans les détails, mais ces accords n'ont pas été respectés. De plus, la subvention qui a été allouée à l'Office du tourisme servait surtout exclusivement pour un repas annuel au Lido de 8 500 euros. Donc nous leur avons dit : « Cela, c'est terminé », et

nous souhaitons que l'Office de tourisme concentre plus ses actions vers la connaissance de notre ville, plutôt que d'amener les Choisyens à connaître d'autres villes, c'est-à-dire qu'ils ont beaucoup plus de sorties. Ils peuvent faire des sorties, mais la mission première d'un Office de tourisme, c'est de faire connaître sa propre ville, et le CCAS est là pour faire des sorties ou des associations. Nous leur avons demandé de réduire le nombre de sorties au profit d'un travail de fond de connaissance sur notre ville. Voilà.

Là-dessus, il y a eu des désaccords. Beaucoup de mensonges ont été diffusés. Nous avions tout à fait la possibilité d'arrêter, comme l'ont fait d'autres villes. Je me suis entretenu avec Madame Rubin, la présidente, que je respecte pour le travail qu'elle a fait, et c'est essentiellement vis-à-vis d'elle que j'ai accepté de reverser une subvention plafonnée en 2023, alors qu'ils n'avaient pas besoin de subventions pour finir, de l'aveu même du trésorier, puisqu'une association demande une subvention s'ils n'ont plus de sous, ou les subventions doivent être dépensées. Donc ils ont pu tenir effectivement sans subvention parce qu'il y avait des réserves.

Maintenant, ils me disent qu'ils ont besoin de repartir sur 2024, je leur ai proposé un accord auquel, pour l'instant, ils n'ont pas eu la délicatesse de me répondre. Cela fait une semaine que je leur ai proposé, avec la possibilité de leur verser 3 500 euros pour finir 2023 ou plutôt pour acter 2024, parce que pour finir 2023, ils n'ont pas besoin de sous, d'après ce que m'a dit le trésorier. Donc j'attends leur réponse.

Malgré tout, je maintiens le vote de ces 3 500 euros, mais s'ils répondaient négativement à notre proposition, à de nouveaux accords que nous avons échangés, bien sûr je ne verserais pas cette subvention. Mais sur 2024, il est proposé de leur verser 6 500 euros. Il y aura un changement majeur, c'est que le syndicat d'initiative, comme maintenant la plupart des villes, sera intégré comme service à la commune. Comme mes prédécesseurs l'ont fait pour le gymnase, par exemple. Le gymnase avait un statut associatif, et un jour, ils l'ont intégré au service de la ville. Je me suis inspiré d'eux, je me suis dit : « Tiens, c'est peut-être plus efficace ». Donc je leur ai exposé cela, et je veux qu'ils continuent dans de bonnes conditions pour fin 2023 et 2024. Je connais bien Madame Rubin, je leur ai fait cette proposition, j'attends leur réponse.

Voilà. Mais je vous propose de voter cette subvention avec les autres.

Y a-t-il d'autres observations ? Non. On peut passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bon, c'est voté à l'unanimité, je vous en remercie pour les associations.

Vote de la délibération n°15

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ 16. Modalités de mise à disposition de véhicules municipaux

M. le Maire : Le point suivant, ce n'est que la redite de l'année passée, puisque chaque année, cela doit repasser, c'est le règlement d'utilisation des véhicules municipaux. Y a-t-il des questions ? Monsieur Hassan Aoummis.

M. Aoummis : On est bien d'accord qu'il s'agit de la notice sur les véhicules de service en direction des élus ? Non ?

M. le Maire : Non, ce sont les modalités de mise à disposition de véhicules municipaux, c'est vers les services et les agents, oui, ce sont les véhicules municipaux des agents et des services.

Y a-t-il d'autres observations ? Monsieur Hacène Habi.

M. Habi : Je vais être dans la cohérence, puisque j'avais voté contre. En plus de cela, le hasard fait bien les choses, j'ai sur la table la charte de l' élu qui dit que « *Dans l'exercice de son mandat, l' élu poursuit le seul intérêt général à l'exclusion de tout intérêt qu'il soit personnel directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier* ».

Je ne suis pas en accord pour que l'on mette un véhicule à disposition de Monsieur le Maire. Je pense également que tous les membres de la direction n'ont pas nécessairement besoin d'un véhicule fourni par la mairie, à plus forte raison parce qu'il s'agit des salaires les plus élevés. Je pense que vous avez tous les moyens d'avoir un véhicule personnel ou en leasing, et que ce n'est pas aux Choisyens de payer. Donc je voterai contre.

M. le Maire : Donc vous dites que le maire ne poursuit pas l'intérêt général, c'est cela ? C'est ce que vous venez de dire.

M. Aoummis : Je lis la charte de l' élu, « *à l'exclusion de...* »

M. le Maire : Je sais comprendre...

M. Aoummis : « *Tout intérêt qui lui soit personnel directement ou indirectement* ». Je pense que c'est un intérêt personnel.

M. le Maire : D'accord, c'est bien enregistré, je retiens ce que vous venez de dire, que je ne respecte pas la charte. C'est de la diffamation cela, Monsieur Hacène Habi. Voilà. Non, mais cela va, il y a quand même une limite à tout. Je répète, c'est votre avis, que tous les maires de France et les services disposent d'une voiture, que c'est légal, et que je n'ai encore jamais vu de maires qui font du stop ou qui prennent les transports en commun, vu certaines fois le nombre. Alors, c'est votre avis. Si un jour vous êtes maire, je retiens que vous ferez du stop.

M. Aoummis : Il y a des maires qui font des transports en commun.

M. le Maire : Mais bien sûr, vous me les présenterez.

M. Aoummis : OK.

M. le Maire : Allez... Surtout quand on rentre à 2 h du matin d'une réunion. Y a-t-il d'autres observations ? Non, je ne vois pas. Alors, y a-t-il des votes... Donc il y a un vote contre, il y en a peut-être d'autres. Y a-t-il des votes contre ? Oui, ça y est, il vous a donné ses instructions, vous votez contre aussi ? Non, mais Madame... Est-ce que vous votez contre ? Est-ce que vous votez contre, Madame ? Cela fait tout le Conseil...

Mme Lajili : Moi, il ne faut pas me parler comme cela, parce que cela ne fonctionne pas, et vous le savez très bien.

M. le Maire : Qui vote contre ?

Mme Lajili : Je pose la question de savoir si cela concerne les agents, c'est cela ma question. Est-ce que l'on parle d'agents ? Parce que si ce sont des agents, je ne voterai pas contre.

M. le Maire : Cela concerne le parc des agents, c'est marqué, ce sont les services et les agents.

Mme Lajili : Donc voilà, arrêtez d'insinuer des choses, je posais une question.

M. le Maire : Je vous réponds...

Mme Lajili : Merci, donc je ne vote pas contre.

M. le Maire : Cela concerne les services et les agents. Très bien. Donc il y a un vote contre. Y a-t-il des abstentions ? Deux abstentions, excusez-moi. Madame Lajili a un pouvoir, cela fait deux abstentions. C'est la fin du Conseil, on fatigue. Non, il y a deux votes contre, voilà. On est d'accord ? Deux contre, et le reste... Oui, Monsieur Hacène Habi avec... Deux contre. Un seul, ou deux ? Vous avez une procuration. Ah, d'accord. Donc là, c'est un contre ? Il faut suivre. En général, quand on a la procuration, s'il ne me le dit pas, je ne peux pas... Donc un contre. Monsieur Hacène Habi, contre ? Sa procuration ne vote pas contre, mais je ne sais pas si c'est usuel. On peut mettre deux contre, ce n'est pas grave. Non, mais vous voyez pourquoi il faut être quand même... C'est autorisé, cela ? S'il y en a, qu'est-ce que l'on fait ? On peut ? Alors un contre, voilà.

Alors, pour les prochains, ceux qui ont des procurations, précisez que c'est un ou deux. D'accord, si vous levez les deux, c'est qu'il y a les deux, et un, d'accord. Donc là, il y a un contre, voilà. Allez, on passe à la suite. Non ? Ah pardon, excusez-moi, y a-t-il des abstentions ? Mais je n'en avais pas vu tout à l'heure, j'avais demandé, il n'y en a pas. Il y a un vote contre. Voilà.

Vote de la délibération n°16

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD

Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 1, HABI Hacène.

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°16 est adoptée à la majorité

→ 17. Rapport annuel du (des) mandataire(s) de SADEV 94

M. le Maire : Là, attendez, il faut le voter, ou c'est juste une information ? C'est une information, c'est le rapport. C'est juste un rapport, on ne le vote pas. Si vous avez malgré tout une observation ? Non ? Donc le rapport, c'est fait.

→ 18. Modification d'un représentant à la suite de la démission de Madame Martin pour les assemblées générales des copropriétés

M. le Maire : Alors là, c'est à la suite de la démission de Madame Martin, nous avons dû reconsidérer les assemblées générales de copropriétés dans les conseils d'écoles maternelles et élémentaires.

Donc sur le point n°18, y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Ah, on doit le nommer ? Je croyais qu'il était nommé. Excusez-moi, au temps pour moi, je pensais... Je ne me suis pas donné la peine de le lire avant.

Alors, qui est proposé sur le point 18 ? Oui, c'est logique, on propose Monsieur Frédéric Druart. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Alors, une abstention. Mais pas trois, il faut savoir, on a dit que si vous leviez les deux bras, c'était deux, et un. Maintenant, on fait cela. Est-ce que l'on peut se mettre d'accord ? Non, mais attendez... Je demande un peu de silence, arrêtez de plaisanter, je demande un peu de silence. Vous m'avez dit que si vous leviez les deux bras, cela veut dire deux. Et si vous enlevez un, c'est un. Non, vous m'avez fait cela comme ça. On ne va pas... Alors, on recommence. Y a-t-il, s'il vous plaît... Non ! C'est deux ou un. S'il vous plaît.

Mme Fourniaud : On ne participe pas au vote, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Pardon ?

Mme Fourniaud : On ne participe pas au vote.

M. le Maire : Pour les remplacements dans les conseils ? D'accord.

Mme Fourniaud C'est votre affaire, si l'on peut dire.

M. le Maire : Bon, alors, déjà, y a-t-il des votes contre ? Il n'y a pas de vote contre. Alors, abstentions ? Est-ce qu'il y a des abstentions ? Abstentions... cela fait quatre. Et le reste ne participe pas au vote. Excusez-moi, oui, mais avec tous les allers-retours, là, les doigts, les bras, les jambes... On va faire plus simple. Alors, qui ne prend pas part au vote ? Six ne prennent pas part au vote. C'est cela ? Voilà. On passe au point suivant. On va voter avec ses pieds, comme cela...

Vote de la délibération n°18

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 4, BRULANT Marina, LAJILI Yamina, HABI Hacène, OZCAN Canan.

N'ont pas pris part au vote : 6, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence.

La délibération n°18 est adoptée à la majorité

→ 19. Modification de la désignation de représentants de la ville, à la suite de la démission de Madame Martin, dans les conseils d'écoles maternelles et élémentaires

M. le Maire : Alors, les propositions, nous proposons Madame Rachel Cohen, qui avait accepté. Comment, elle n'est pas au courant ? On a son mail. Comment cela ? OK, oui, de quoi tu te mêles ? « Elle n'est pas au courant », bien sûr qu'elle est au courant. On ne va pas faire...

Allez, on propose Madame Rachel Cohen. Pareil, y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des abstentions ? Je n'en vois pas. Qui ne participe pas ? C'est comme tout à l'heure, voilà. Je comprends. Six, comme tout à l'heure. Six ne participent pas.

Vote de la délibération n°19

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 6, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence.

La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité

→ 20. Attribution d'un don à la Fondation de France à la suite du séisme au Maroc

M. le Maire : On arrive, ouf, on arrive au don. Un peu solennel. Maintenant, nous vous proposons d'attribuer, comme malheureusement il est usuel lorsque nous avons à faire face à ces catastrophes, de voter un don de 5 000 euros pour les victimes du séisme au Maroc. C'est auprès de la Fondation de France.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Donc c'est à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°20

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité

→ 21. Attribution d'un don à la suite des inondations en Libye à La Croix-Rouge

M. le Maire : C'est aussi 5 000 euros. Donc, vote contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous remercie pour les familles, les habitants.

À ce sujet, peut-être Monsieur Ali Id Elouali peut nous faire part d'une action.

M. Id Elouali : Oui, Monsieur le Maire, chers collègues, juste un mot en remerciement. D'abord une pensée collective, je vous remercie pour la minute de silence que l'on a partagée en communion à l'adresse des victimes des deux catastrophes, que ce soit en Libye ou au Maroc, et un remerciement tout simplement pour les donateurs. Je parle pour le coup pour le Maroc, les donateurs qui étaient très nombreux, et également les bénévoles qui n'ont vraiment pas épargné leurs efforts pour la collecte et pour l'action de solidarité qui a été portée par le collectif qui s'est constitué d'une manière assez urgente, assez spontanée, assez citoyenne, et qui se passe très bien. Donc voilà, un mot en leur hommage, parce qu'ils font vivre la solidarité.

J'aimerais quand même juste, Monsieur le Maire, attirer l'attention sur le fait que je me réjouis que la ville de Choisy-le-Roi continue à faire vivre la solidarité, parce qu'un petit peu à ma surprise, quelque part, c'est tant mieux, le collectif a eu des dons qui venaient de partout, des villes tout autour, voisines, que ce soit à Vitry, à Villejuif, que ce soit à Paris, que ce soit à Boissy, bref. Je dirais que, sur l'espace d'une semaine, Choisy-le-Roi faisait partie un petit peu des étendards de la solidarité, et sincèrement, cela fait très chaud au cœur.

Un mot, je termine là-dessus, sur malheureusement la catastrophe libyenne. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'il est sûr que nos pensées vont pour leur famille, pour les sinistrés, Monsieur le Maire, chers collègues, on a eu le plus grand mal pour toucher les populations libyennes parce que, malheureusement, on a essayé de voir comment, de par même les bénévoles et les donateurs qui souhaitaient que le surplus des dons collectés en faveur du Maroc soit réorienté vers la Libye, mais franchement, on a tout essayé, qu'il puisse y avoir une collaboration, une coopération avec la société civile, avec des associations libyennes, etc., mais on a eu le plus grand mal. Donc il ne nous reste que la voie des dons en argent, numéraire, et dans ce cas, il faudrait s'adresser aux grandes ONG, aux grandes associations qui ont l'habitude de ces interventions. Donc c'est très regrettable, parce qu'autant avec le Maroc, on a pu quand même identifier ça et là des associations locales ou des associations binationales, autant pour la Libye, à la catastrophe naturelle s'ajoute la catastrophe de la grande solitude de ces populations. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Merci aux donateurs, merci aux gens qui se sont mobilisés pour tenir la permanence à la maison pour tous ceux qui ont travaillé assez tard, qui ont fait un super boulot. Donc merci à eux.

Merci...

Vote de la délibération n°21

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, POUDY Franklin-Lambert, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°21 est adoptée à l'unanimité

→ 22. Compte-rendu des décisions L-1211-22 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Ah oui, les décisions. Y a-t-il des questions sur les décisions L-L277, je ne sais pas combien, là ? Y a-t-il des questionnements là-dessus ?

QUESTIONS DIVERSES

M. le Maire : Monsieur Hacène Habi.

M. Habi : Je n'ai pas de questions sur les décisions, mais juste une annonce, puisque j'ai déposé ma lettre de démission du Conseil municipal sur votre bureau. C'est donc mon

dernier Conseil, puisque je suis candidat à une élection qui rend incompatible la présence au Conseil municipal et là où je vais siéger. Voilà, donc c'était mon dernier Conseil. Merci.

M. le Maire : Très bien, c'est fait.

Alors, merci de la tenue de cet excellent Conseil. Comme quoi, quand on veut, on y arrive. Et je vous rappelle à tous, dimanche, dernier délai, 17 h 30, 8 h-17 h 30, et les élus, malheureusement, si vous n'allez pas voter, c'est 130 euros d'amende. Donc je le rappelle... Voilà.

La séance est levée à 23 h 13.